

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS		ANNONCES ET AVIS DIVERS	
	VOIE NORMALE	VOIE AERIEUNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque. Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f	31.000f.	-	-
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	20.000f.	40.000f
	Etranger : Autres Pays Prix du numéro Année courante 600 f	-	23.000f	46.000f
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f	-	Année ant. 700f.	-
			Par la poste	-
			Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81	

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2021

22 novembre . Loi n° 2021-37 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021 1799

PARTIE OFFICIELLE

LOI

Loi n° 2021-37 du 22 novembre 2021 portant seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet porte sur la seconde loi de finances rectificative (LFR) que le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale au cours de cette année 2021, après la loi de finances n° 2021-29 du 05 juillet 2021.

Il n'est pas courant, même si les textes le prévoient, que le Sénégal initie deux LFR au cours de la même année. Mais c'est parce que la pandémie de la Covid-19, à laquelle tous les pays sont confrontés, continue de charrier une incertitude ainsi qu'une volatilité qui déjouent les meilleures prévisions. Or, la loi de finances est, avant tout un acte de prévision.

En effet, depuis près de deux ans, la propagation rapide du virus et la menace récurrente de nouvelles souches ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie.

A la date du 23 janvier 2020, 581 cas avaient été confirmés et 17 décès constatés, tous localisés en Asie et aux États-Unis. Le 18 octobre 2021, 241 115 929 cas ont été confirmés (dont 41% de malades et 57% de rétablis) dans plus de 170 pays, et plus de 4 904 248 personnes sont officiellement décédées de Covid-19.

Toutefois, on observe depuis peu un recul de la maladie, dans le sens d'une baisse à la fois des contaminations et de la létalité, sauf peut-être dans les pays de la zone Océanie qui sont sortis tardivement de la stratégie du « zéro Covid » (dont l'expérience a démontré le caractère illusoire) et qui misent désormais sur une accélération de la vaccination.

Pour notre pays, après une très virulente 3^{ème} vague de covid-19 marquée par des records quotidiens de cas positifs et de décès (avec un record quotidien de 1722 nouvelles contaminations au Covid-19 et un taux de positivité avoisinant les 40%), la tendance à la baisse se consolide de jour en jour depuis plus d'un mois. Le taux de positivité au coronavirus est quasi nul se situant à 0,005% dans la deuxième quinzaine d'octobre.

C'est le résultat des réponses réactives de l'Etat pour endiguer la pandémie, des efforts soutenus et inlassables au quotidien des personnels médicaux et paramédicaux, mais aussi de l'attitude des populations. Notre système de santé a aussi tenu bon, permettant ainsi d'éviter le désastre humanitaire qui nous était promis.

Toutefois, la crise n'est pas encore derrière nous, raison pour laquelle le Gouvernement met plus que jamais l'accent sur la campagne de vaccination et invite les populations au respect des mesures barrières, d'hygiène et de salubrité.

Au 15 octobre 2021, 1.279.355 personnes avaient été vaccinées et cet effort sera intensifié, au prix d'une augmentation des doses disponibles ainsi que d'un renforcement de la communication.

Mais la guerre contre la pandémie n'est pas uniquement une affaire de personnel soignant, de lits d'hôpitaux et de vaccins. Elle se déroule sur plusieurs théâtres d'opérations dont l'un, qui n'est pas le moins important, est le champ économique, lequel a des répercussions directes sur les finances publiques.

Après une année de récession (-3,5% en 2020), l'économie mondiale a vite repris le chemin de la croissance : 5,6% prévus en 2021, un rebond exceptionnel porté par les grands pays (États-Unis : 8,6% ; Chine : 8,5% ; Inde : 11,5% ; Zone Euro : 4,2%).

Ce « miracle » est principalement dû à deux facteurs :

- * d'un côté, la politique monétaire souple voire accommodante des banques centrales, qui a permis d'éviter l'effondrement de l'économie mondiale ;

- * de l'autre, l'ampleur des plans de relance mis en œuvre par nombre de gouvernements, qui se traduisent par des investissements massifs et un soutien appuyé au pouvoir d'achat (l'exemple le plus patent étant représenté par les 1900 milliards de dollars du Plan BIDEN aux États-Unis adopté en février 2021).

En 2022, l'économie mondiale devrait croître de 4,7 %.

Une conséquence mécanique découle de cette embellie : il s'agit de l'augmentation de la demande de pétrole, surtout lorsque la reprise de l'activité est portée par les géants américain et chinois, dont les systèmes de production sont fortement tributaires de l'énergie. Or du côté de l'offre, le cartel OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) met tout en œuvre pour limiter la production et favoriser ainsi des prix élevés du baril.

A cela s'ajoute la prise de conscience des Etats, de la nécessité de recourir davantage aux énergies propres, face aux conséquences des dérèglements climatiques, qui menacent nos modes de vie et les écosystèmes.

Par conséquent, les compagnies investissent moins dans l'exploration et l'exploitation des gisements, mais aussi dans l'entretien et le développement des centrales et des raffineries, ce qui contribue à restreindre davantage l'offre.

Le Sénégal en paie le prix car son mix énergétique est, pour le moment, insuffisamment « décarboné », même si des avancées appréciables ont été réalisées avec près de 28% d'énergie renouvelable, d'énergie propre provenant de notre parc de production.

Or notre consommation d'électricité augmente rapidement : elle est passée de 2.326,78 mégawatts en 2012 à 3.895,36 mégawatts en 2020.

L'explication est simple :

- * le PIB/habitant est passé de 656 265 FCFA en 2011 à 849 109 FCFA en 2020. Au même moment, le taux de pauvreté monétaire des ménages reculait de cinq points, passant de 42,8% en 2011 à 37,8% en 2018/2019. Très concrètement donc, l'augmentation des revenus des Sénégalais a entraîné une amélioration de leur niveau de vie et donc une hausse de leurs besoins énergétiques ;

- * plus de 4231 villages ont accès à l'électricité en 2019, contre 1 648 villages en 2012, avec la volonté affichée du Gouvernement de favoriser l'accès universel à l'électricité d'ici 2024.

Les besoins en combustible de SENELEC au titre du quatrième trimestre de 2021 sont évalués à 34,9 milliards de FCFA, soit un besoin mensuel de 11,6 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Besoins en combustible de SENELEC : Octobre-Décembre 2021

Types de combustible	oct-21		nov-21		déc-21		TOTAL	
	Quantité (TM et m')	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m')	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m')	Valeur (Mds FCFA)	Quantité (TM et m')	Valeur (Mds FCFA)
Fuel Oil 380 BTS	1 200	0,3	1 200	0,3	1 200	0,3	3 600	1,0
Gasoil	2 000	0,7	2 000	0,7	1 500	0,6	5 500	2,0
Fuel Oil 380 HTS	32 000	8,6	30 000	8,0	30 000	8,0	92 000	24,6
Carburi	35 200	9,6	33 200	9,1	32 700	8,9	101 100	27,7
Droits et taxes		2,5		2,4		2,3		7,2
DD (5% valeur FO 380 HTS)		0,4		0,4		0,4		1,2
RS (1% valeur)		0,1		0,1		0,1		0,3
TVA (18% valeur)		1,7		1,6		1,6		5,0
Frais de Passage		0,2		0,2		0,2		0,6
TVA Frais de passage		0,0		0,0		0,0		0,1
TOTAL TTC		12,2		11,5		11,3		34,9

Sources: SAR et FSE

Cependant, bien que le pétrole et le gaz connaissent une flambée des prix, le Gouvernement a pris l'option de ne pas répercuter cette hausse sur le consommateur. Cette décision difficile est fondée sur deux paramètres :

1. la population vient de vivre deux années rendues particulièrement éprouvantes par la Covid-19, au cours desquelles son pouvoir d'achat et ses conditions de vie ont été soumis à rude épreuve. Alors que la maladie est loin d'avoir été éradiquée, ce n'est certainement pas le moment d'alourdir la facture d'électricité des ménages qui sortent fragilisés de la crise et qui tentent de retrouver une vie normale. Au contraire, il faut soutenir la demande ;

2. le même raisonnement vaut du côté de l'offre : l'activité économique repart à la hausse puisque la croissance est attendue à 5% en 2021, loin du 1,5% de 2020. Cette croissance étant portée par l'industrie, les services et le commerce, c'est-à-dire des secteurs gros consommateurs d'électricité, les entreprises verraient la reprise de leurs activités bridée si leur facture électrique augmentait trop vite, trop fort.

Pour ces raisons, le Gouvernement a décidé de maintenir sa politique de subvention des prix de l'électricité, tout en se gardant de sous-estimer ses conséquences négatives, en particulier le fardeau représenté pour les finances publiques (NB : 150 milliards de FCFA pour l'année pleine 2021, soit 1% du PIB) et l'effet d'éviction sur d'autres dépenses prioritaires.

Autrement dit, la hausse observée des prix de l'énergie à travers le monde entier fait partie des « effets secondaires » de la Covid-19. Pour réparer des systèmes économiques déstabilisés par la pandémie, ou plus simplement pour accélérer leur sortie de crise, les États se sont lancés dans des plans de relance, qui constituent de véritables chocs d'offre, et qui entraînent naturellement une hausse de la demande d'énergie, laquelle tire les prix vers le haut.

Face à cette situation et tenant compte des raisons évoquées ci-dessus, le Gouvernement s'oblige à budgétiser 35 milliards de FCFA supplémentaires pour conforter la compensation tarifaire en faveur de SENELEC.

Ce réajustement à lui seul suffirait à justifier la présente LFR, dans la mesure où les dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, prévoient que la loi de finances de l'année puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des trois hypothèses suivantes :

- o si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décret d'avances ou d'annulation de crédits ;
- o si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- o s'il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Mais il existe un autre facteur important qui motive le présent projet de LFR et qui constitue également un effet indirect de la pandémie Covid-19.

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de faire recours aux droits de tirage spéciaux (DTS), pour répondre au besoin mondial à long terme de réserves, pour renforcer la confiance, et enfin pour aider les pays à faire face à la pandémie tout en soutenant la reprise économique.

C'est ainsi que la quote-part du Sénégal dans l'allocation des DTS lui a donné droit à 246,237 milliards de FCFA, acquis à des conditions financières très favorables avec un taux d'intérêt très faible de 0,05% et une maturité de 20 ans renouvelable.

Le Gouvernement a décidé de réserver une partie substantielle (50 milliards de FCFA) de cette allocation à la couverture d'une partie des besoins de financement pour 2022. Le reliquat, à savoir 196,237 milliards de FCFA, est constaté dans la présente LFR, pour servir la couverture de dépenses additionnelles urgentes et ponctuelles de santé et de protection sociale (54,1 milliards FCFA), ainsi qu'au soutien de la relance économique au travers de l'apurement des obligations impayées, particulièrement dans le secteur de l'énergie (68,605 milliards FCFA) et des BTP (18,330 milliards FCFA) ainsi que le financement de la recapitalisation de certains établissements bancaires (30 milliards FCFA).

Ce ne sont pas les seules ressources additionnelles qui modifient l'équilibre budgétaire et financier de la précédente LFR puisque 127,7 milliards FCFA de recettes fiscales supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, en raison des bonnes performances des administrations fiscale et douanière (+20 milliards FCFA), de la budgétisation des recettes d'un montant de 38,7 milliards FCFA issues de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE) et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD) et des recettes provenant de la convention de dettes croisées avec la Senelec pour un montant de 68,95 milliards FCFA.

En outre, toujours par rapport aux prévisions de la LFR n° 2021-29 du 05 juillet 2021, des économies de 9 milliards de francs seront réalisées au titre de la rémunération des agents de l'Etat en raison du nombre de mises en solde inférieur aux prévisions, de même que les intérêts payés sur le service de la dette baisseront de 12,7 milliards FCFA à la faveur des économies réalisées sur l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD).

Pour résumer, comparativement à la première LFR de 2021, qui était arrêtée en recettes à **3.170,4 milliards** de FCFA et en dépenses à **3.987,5 milliards** de FCFA, la présente LFR :

* acte une hausse des recettes de **74,4 milliards** FCFA (2,3%), résultant principalement, d'une part, du rapatriement, dans le budget de l'Etat, des recettes affectées d'un montant global de **38,7 milliards** FCFA au titre de la CFCE et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes, et d'autre part, de la constatation des recettes comptabilisées dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de dettes croisées entre SENELEC et Etat (68,95 milliards FCFA). Toutefois, elle est atténuée par la baisse des dons budgétaires puisque le Sénégal, devenu pays à risque de dette modéré bas, n'est plus éligible à des dons de la Banque Mondiale qui étaient attendus à 48 milliards FCFA, mais plutôt à des prêts ;

* constate également une hausse des dépenses de **224,4 milliards** de FCFA (+5,6%) expliquée par les dotations d'égal montant aux recettes affectées aux structures bénéficiaires, la prise en charge des dépenses d'électricité figurant dans la convention citée supra et des dépenses gagées sur l'allocation des DTS.

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

* recettes fiscales : **2.691,4 milliards** de FCFA contre **2.564,5 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **126,9 milliards** de FCFA ;

* recettes non fiscales : **121,5 milliards** de FCFA, soit une baisse de 2,9% par rapport à la LFR 1 ;

* recettes exceptionnelles : **60 milliards** de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFR 1 ;

* dons en capital : **223 milliards** de FCFA contre **228 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **5 milliards** de FCFA ;

* dons budgétaires : **13 milliards** de FCFA contre **64 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **51 milliards** de FCFA.

Quant aux dépenses du budget général, elles enregistrent une variation à la hausse de **224,4 milliards** de FCFA et se décomposent comme suit :

* charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **309 milliards** FCFA contre **321,7 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de 12,7 milliards de FCFA ;

* dépenses de personnel : **896 milliards** de FCFA, contre **904,9 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de **8,9 milliards** de FCFA ;

* dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : **1.279,8 milliards** de FCFA contre **1.099,9 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **179,9 milliards** de FCFA ;

* dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de **741 milliards** de FCFA à **817,1 milliards** de FCFA, soit une hausse de **76,1 milliards** de FCFA ;

* dépenses en capital sur ressources externes : elles passent aussi de **784 milliards** de FCFA à **774 milliards** de FCFA dans la présente LFR, soit une baisse de **10 milliards** de FCFA.

Pour ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, ils restent au même niveau (en recettes et en dépenses) de **136 milliards** de FCFA.

Le déficit budgétaire devrait se situer à 6,3% du PIB contre 5,4% programmé dans la LFR 1. Ainsi, le surcroît de déficit lié à l'utilisation des DTS a été limité à 0,9% du PIB pour soutenir l'amorce de la reprise économique.

Tableau 2 : Tableau d'équilibre de la LFR 2

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
			VA	VR
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2.564,5	2.691,4	126,9	4,9%
Recettes non fiscales	118,0	121,5	3,5	2,9%
Recettes exceptionnelles	60,0	60,0	-	0,0%
dont PPTE IADM				
FSE				
Total recettes internes	2.742,5	2.872,9	130,3	4,8%
Tirages sur Dons en capital (projet)	228,0	223,0	-5,0	-2,2%
Dons budgétaires	64,0	13,0	-51,0	-79,7%
Total recettes externes	292,0	236,0	-56,0	-19,2%
RECETTES BUDGET GENERAL	3.034,5	3.108,9	74,4	2,5%
RECETTES CST				
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3.170,4	3.244,8	74,4	2,3%
Intérêts de la dette	321,7	309,0	-12,7	-4,0%
Dépenses de personnel	904,9	896,0	-8,9	-1,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1.099,9	1.279,8	179,9	16,4%
Total dépenses courantes	2.326,5	2.484,8	158,3	6,8%
Dépenses capital sur ress. internes	741,0	817,1	76,1	10,3%
Investissements sur ressources externes	784,0	774,0	-10,0	-1,3%
Total dépenses d'investissement	1.525,0	1.591,1	66,1	4,3%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3.851,5	4.075,9	224,4	5,8%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3.987,5	4.211,8	224,4	5,6%
Solde budgétaire global	-817,0	-967,0		
% PIB Déficit	-5,%	-6,3%		

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du lundi 15 novembre 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A - Dispositions relatives aux ressources

Article premier modifié. - Prévion et autorisation des recettes du budget général

I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2.872.850.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 236.000.000.000 FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3.108.850.000.000 FCFA.

Article 2 modifié. - Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I - Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à 2.117.900.000.000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour la couverture des besoins de financement.

II - Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

B - Dispositions relatives aux charges

B.1 - BUDGET GENERAL

Article 5 modifié. - Les dépenses du budget général

I - Les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4.075.850.000.000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions :	309.000.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel :	896.000.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1.279.750.000.000 FCFA
- Dépenses en capital :	1.591.100.000.000 FCFA

II - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9.994.063.808.582 FCFA réparties par catégorie comme suit :

- Intérêts et commissions :	309.000.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel :	896.000.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1.280.200.782.283 FCFA
- Dépenses en capital :	7.508.863.808.582 FCFA

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

B.3 - LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11 modifié. - Évaluation des charges de trésorerie

Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à un montant de 2.117.900.000.000 FCFA.

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 12. - Équilibre budgétaire et financier

I - Pour la seconde loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
			VA	VR
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2.564,5	2.691,4	126,9	4,9%
Recettes non fiscales	118,0	121,5	3,5	2,9%
Recettes exceptionnelles	60,0	60,0	-	0,0%
dont PPTE IADM				
FSE				
Total recettes internes	2.742,5	2.872,9	130,3	4,8%
Tirages sur Dons en capital (projet)	228,0	223,0	-5,0	-2,2%
Dons budgétaires	64,0	13,0	-51,0	-79,7%
Total recettes externes	292,0	236,0	-56,0	-19,2%
RECETTES BUDGET GENERAL	3.034,5	3.108,9	74,4	2,5%
RECETTES CST				
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0		0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3.170,4	3.244,8	74,4	2,3%
Intérêts de la dette	321,7	309,0	-12,7	-4,0%
Dépenses de personnel	904,9	896,0	-8,9	-1,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1.099,9	1.279,8	179,9	16,4%
Total dépenses courantes	2.326,5	2.484,8	158,3	6,8%
Dépenses capital sur ress. internes	741,0	817,1	76,1	10,3%
Investissements sur ressources externes	784,0	774,0	-10,0	-1,3%
Total dépenses d'investissement	1.525,0	1.591,1	66,1	4,3%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3.851,5	4.075,9	224,4	5,8%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0		0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3.987,5	4.211,8	224,4	5,6%
Solde budgétaire global	-817,0	-967,0		
% PIB Déficit	-5,0%	-6,3%		

II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2.117.900.000.000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13 modifié. - *Approbation du tableau de financement*

Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFR 2021	LFR 2 2021	ECART LFR 1/LFR 2	
Amortissement de la dette	557,1	557,1	-	-
Financement déficit	817,0	967,0	150,0	18,4%
Rachat Eurobonds	508,5	508,5	-	0,0%
Déficit OPEX	30,0	30,0	-	0,0%
Autres Opérations de financement		55,3	55,3	
<i>Participations financières</i>		38,5	38,5	
<i>Crédit hôtelier</i>		15,0	15,0	
<i>Ligne de financement (FONGIP)</i>		1,8	1,8	
Total remboursement	1.912,6	2.117,9	205,3	10,7%
Couverture du besoin de financement				
Emprunts projets	556,0	551	-5,0	-0,9%
Emprunts programmes	292,0	292,0	-	0,0%
Autres emprunts	1.064,6	1.079	14,0	1,3%
DTS		196,2	196,2	
Total tirages	1.912,6	2.117,9	205,3	10,7%
Déficit	-817,0	-967,0	-150,0	18,4%
PIB	14.999,0	15.280,9		
Déficit	-5,4%	-6,3%		

**DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES
ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS
DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

A. 1 Programmes du Budget général

**Article 14 modifié. - Ouverture des autorisations d'engagement
et des crédits de paiement**

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 9.183.219.103.447 FCFA et 3.303.959.461.841 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

B - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

Article 16 modifié. - Dotations des institutions

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 185.426.496.401 FCFA et 150.972.329.425 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses.

Article 17 modifié. - Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 316.418.208.734 FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 311.918.208.734 FCFA conformément à l'annexe III.

A. 3 - Dotation intérêts de la dette publique

Article 18 modifié. - Charges financières de la dette

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 309.000.000.000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19. - Disposition relative au PROMAD

Il est institué au titre du PROMAD, un prélèvement au taux de 3%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion aussi des régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des Investissements.

Article 20. - Ratification d'un décret d'avance

Est ratifié le décret n° 2021-1164 du 15 septembre 2021 portant ouverture de crédits supplémentaires dans le budget général de l'Etat au titre de 2021.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 22 novembre 2021.

**ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET
DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

En millions de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2/2021/ LFR1 2021	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES				0	
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	316 695 186	305 074 277	292 200 018	-12 874 259	-4,22%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	459 300 00	49 720 709	12,14%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	739 009 934	764 153 568	803 500 000	39 346 432	5,15%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	1 247 092 246	7 820 998	0,63%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-1,99%
Paragraphe 0718 : Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	0	
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 002	192 257 754	15 277 750	8,63%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 333	1 887 850 000	87 511 665	4,86%
071-TOTAL RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 903	2 691 350 000	126 858 098	4,95%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	0	0	0	0	
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	0	
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	47 000 000	3 932 966	9,13%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	9 800 000	2 564 680	35,45%
072-TOTAL RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	121 500 000	3 465 870	2,94%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 698 026 032	2 682 526 030	2 812 850 000	130 323 968	4,86%
075-RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,0%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	0	0	0	0	
14 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	0	0	0	0	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	0	0	0	0	
0176 - AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	0	0	0	0	
017 - AUTRES EMPRUNTS****	0	0	0	0	
TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,0%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14 - 16 et 17)	2 758 026 032	2 742 526 032	2 872 850 000	130 323 968	4,75%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	64 000 000	13 000 000	-51 000 000	-79,69%
017-AUTRES EMPRUNTS	0	0	0	0	
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15, 17 et 74)	332 000 000	292 000 000	236 000 000	-56 000 000	-19,18%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	3 090 026 032	3 034 526 032	-3 108 850 000	74 323 968	2,45%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	135 950 000	0	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 225 976 032	3 170 429 030	3 244 800 000	74 370 970	2,35%

ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Credits inscrits en 1re LFR 2021						ECART					
			AE		CP		AE		CP		VAL ABS		%	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000	-4,0
		1 Charges financières de la dette												
		2 Dépenses de personnel	904 900 000 000	904 900 000 000	896 000 000 000	896 000 000 000	-8 900 000 000	-1	-8 900 000 000	-1	-8 900 000 000	-1	-8 900 000 000	-1
		3 Acquisition de biens et services	322 607 327 882	322 407 327 882	379 835 693 001	379 835 693 001	57 228 365 119	17,7	57 228 365 119	17,7	57 228 365 119	17,7	57 228 365 119	17,7
		4 Transferts courants	777 702 672 118	777 452 672 118	900 364 306 999	900 114 306 999	122 661 634 881	15,8	122 661 634 881	15,8	122 661 634 881	15,8	122 661 634 881	15,8
		TOTAL	2 326 950 000 000	2 326 800 000 000	2 488 200 000 000	2 488 750 000 000	158 250 000 000	6,8	158 250 000 000	6,8	158 250 000 000	6,8	158 250 000 000	6,8
Ressources extérieures	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 526 231 466 760	1 93 578 411 247	1 484 340 431 661	1 52 702 459 757	-31 881 035 099	-2,1	-31 881 035 099	-2,1	-40 876 951 490	-2,1	-40 876 951 490	-2,1
		6 Transferts en capital	9 19 679 653 068	547 420 588 753	1 036 556 604 568	664 397 540 243	116 876 951 490	12,7	116 876 951 490	12,7	116 876 951 490	12,7	116 876 951 490	12,7
		TOTAL	2 446 911 119 828	741 000 000 000	2 530 897 036 219	817 100 000 000	84 985 916 391	3,5	84 985 916 391	3,5	76 100 000 000	10,3	76 100 000 000	10,3
		TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	4 772 861 119 828	3 067 800 000 000	5 016 097 036 219	3 301 850 000 000	243 235 916 391	5,1	243 235 916 391	5,1	234 350 000 000	7,6	234 350 000 000	7,6
		Total Ressources internes	4 772 861 119 828	3 067 800 000 000	5 016 097 036 219	3 301 850 000 000	243 235 916 391	5,1	243 235 916 391	5,1	234 350 000 000	7,6	234 350 000 000	7,6
		DON OU SUBVENTION												
Budget général	Ressources extérieures	5 Investissements exécutés par l'Etat	906 697 782 131	225 481 986 108	901 697 782 131	220 481 986 108	-5 000 000 000	-0,6	-5 000 000 000	-0,6	-5 000 000 000	-0,6	-5 000 000 000	-0,6
		6 Transferts en capital	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	0	0	0	0	0	0	0	0
		TOTAL	909 215 796 023	228 000 000 000	904 215 796 023	223 000 000 000	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5
		TOTAL DON OU SUBVENTION	909 215 796 023	228 000 000 000	904 215 796 023	223 000 000 000	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5	-5 000 000 000	-0,5
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)												
		Dépenses en capital	4 078 750 976 340	566 000 000 000	4 073 750 976 340	551 000 000 000	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1
Budget général	Ressources extérieures	TOTAL	4 078 750 976 340	666 000 000 000	4 073 750 976 340	551 000 000 000	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1
		TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	4 078 750 976 340	566 000 000 000	4 073 750 976 340	551 000 000 000	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,1
		Total Ressources extérieures	4 987 966 772 363	784 000 000 000	4 977 966 772 363	774 000 000 000	-10 000 000 000	-0,2	-10 000 000 000	-0,2	-10 000 000 000	-0,2	-10 000 000 000	-0,2
		Total Budget général	9 760 827 892 191	3 881 500 000 000	9 994 063 808 582	4 075 850 000 000	233 235 916 391	2,4	234 350 000 000	2,4	234 350 000 000	2,4	234 350 000 000	2,4

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépenses	Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	617 800 000	617 800 000	617 800 000	617 800 000	0	0	0	0	0	0
		2 Dépenses de personnel										
		3 Acquisition de biens et services	830 700 000	830 700 000	807 200 000	807 200 000	-23 500 000	-2,8	-23 500 000	-2,8		
		4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	0	0	0	0		
		TOTAL	113 000 000 000	113 000 000 000	113 000 000 000	113 000 000 000	-23 500 000	0	-23 500 000	0		
Dépenses en capital	TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	5 Investissements effectués par l'Etat	22 361 500 000	22 361 500 000	22 365 000 000	22 365 000 000	23 500 000	0,1	23 500 000	0,1		
		TOTAL	22 361 500 000	22 361 500 000	22 365 000 000	22 365 000 000	23 500 000	0,1	23 500 000	0,1		
Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)	135 361 500 000	135 361 500 000	135 365 000 000	135 365 000 000	0	0	0	0		
		Total Ressources Internes	135 361 500 000	135 361 500 000	135 365 000 000	135 365 000 000	0	0	0	0		
		TOTAL	135 361 500 000	135 361 500 000	135 365 000 000	135 365 000 000	0	0	0	0		
TOTAL GENERAL			9 005 777 002 154	9 005 777 002 154	9 005 777 002 154	9 005 777 002 154	233 238 918 304	2,4	224 380 000 000	2,4		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget	Source de financement						Catégories de dépense					
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			ECART					
		Programme	Catégorie dépense	Credits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	Total Prog. 0009	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	1,0	294 904 914	1,0	144 904 914	0,5
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Total Section 30		29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	29 378 145 620	1,0	294 904 914	1,0	144 904 914	0,5
	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	10 196 481 607	10 196 481 607	10 129 527 097	10 129 527 097	10 129 527 097	10 129 527 097	-66 954 510	-0,7	-66 954 510	-66 954 510	-0,7
		4 Transferts courants	923 814 000	923 814 000	923 814 000	923 814 000	923 814 000	923 814 000	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 455 234 689	378 253 500	1 214 164 697	83 698 336	83 698 336	-241 069 992	-16,8	-284 555 224	-16,8	-284 555 224	-77,9
		6 Transferts en capital	261 188 365	261 188 365	261 188 365	261 188 365	261 188 365	-594 183	-0,2	-594 183	-0,2	-594 183	-0,2
	Total Prog. 1001		13 954 042 661	13 954 042 661	13 648 423 876	12 814 967 615	12 814 967 615	-308 618 685	-2,2	-362 103 917	-2,2	-362 103 917	-2,6
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	20 825 447 255	20 825 447 255	21 389 528 514	21 389 528 514	21 389 528 514	564 081 256	2,7	564 081 256	2,7	564 081 256	2,7
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	1 164 181 000	47,0	1 164 181 000	47,0	1 164 181 000	47,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 809 233 350	2 219 233 352	23 286 233 350	2 696 233 352	2 696 233 352	477 000 000	2,1	477 000 000	2,1	477 000 000	21,5
		6 Transferts en capital	3 968 000 000	818 000 000	3 968 000 000	818 000 000	818 000 000	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2001		74 828 869 431	74 828 869 431	76 834 121 690	53 094 121 692	53 094 121 692	2 206 282 286	3,0	2 206 282 286	3,0	2 206 282 286	3,0
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	61 662 780	61 662 780	61 662 780	-683 362	-1,1	-683 362	-1,1	-683 362	-1,1
	Total Prog. 2002		104 819 142	104 819 142	104 135 780	104 135 780	104 135 780	-683 362	-0,7	-683 362	-0,7	-683 362	-0,7
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	70 933 792	70 933 792	70 933 792	70 933 792	70 933 792	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	462 222 222	140 000 000	462 424 830	129 561 008	129 561 008	202 868	0	-10 438 992	0	-10 438 992	-7,5

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	3 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	500 000 000	52,6	500 000 000	52,6	500 000 000	52,6	
		Total Prog. 2003	2 373 445 014	2 373 445 014	2 873 647 622	2 873 647 622	2 873 647 622	500 202 606	21,1	489 561 008	20,6	489 561 008	20,6	
		Total Section 31	91 061 166 248	65 921 962 898	93 487 329 088	68 263 998 887	2 913 915 210	2 398 182 820	2,6	2 332 036 988	3,8	2 332 036 988	3,8	
	32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordonné et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	0	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	2 833 488 677	2 833 488 677	2 908 120 666	2 908 120 666	2 908 120 666	74 632 018	2,6	74 632 018	2,6	74 632 018	2,6
		4 Transferts courants	3 510 000 000	3 510 000 000	3 820 900 000	3 820 900 000	3 820 900 000	310 900 000	8,9	310 900 000	8,9	310 900 000	8,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 050 000 000	1 650 000 000	7 050 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 1002	3 234 000 000	3 234 000 000	5 434 000 000	5 434 000 000	5 434 000 000	2 200 000 000	68,0	2 200 000 000	68,0	2 200 000 000	68,0	
2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	19 841 403 867	19 841 403 867	22 126 935 906	18 726 935 906	74 380 680 001	2 865 532 016	13,2	2 865 532 016	13,2	2 865 532 016	13,2	
		4 Transferts courants	74 380 680 001	74 380 680 001	74 380 680 001	74 380 680 001	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 158 295 103	35 158 295 103	36 703 073 676	36 703 073 676	36 703 073 676	1 544 778 572	4,4	1 544 778 572	4,4	1 544 778 572	4,4	
		6 Transferts en capital	25 500 012 720	18 947 175 808	25 298 233 916	18 945 197 006	18 945 197 006	-20 177 801	-0,8	-1 878 801	0	-1 878 801	0	
		Total Prog. 2005	58 340 295 952	27 666 295 952	60 840 295 952	30 166 295 952	30 166 295 952	2 500 000 000	4,3	2 500 000 000	4,3	2 500 000 000	4,3	
2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	193 369 283 776	193 369 283 776	197 202 283 647	160 176 246 636	49 836 966 232	3 842 999 774	2,0	4 042 799 774	2,1	4 042 799 774	2,1	
		4 Transferts courants	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	18 000 422 288	18 000 422 288	18 550 719 751	18 550 719 751	18 550 719 751	550 297 463	3,1	550 297 463	3,1	550 297 463	3,1	
		6 Transferts en capital	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2008	33 963 449 896	7 011 655 000	33 483 159 896	6 011 365 000	6 011 365 000	-500 290 000	-1,5	-1 000 290 000	-14,3	-1 000 290 000	-14,3	
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	34 616 955 147	11 727 750 000	38 980 354 147	16 091 149 000	16 091 149 000	4 363 399 000	12,6	4 363 399 000	12,6	4 363 399 000	37,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	136 867 793 565	136 867 793 565	141 301 200 028	90 960 199 983	90 960 199 983	4 413 406 463	3,2	3 913 406 463	2,9	3 913 406 463	2,9	
		6 Transferts en capital	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 3002	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	6	6	6	6	6	6	
		Total Section 32	349 938 481 226	287 470 644 272	360 780 419 480	268 012 382 624	268 012 382 624	10 841 938 252	3,1	10 841 938 252	4,1	10 841 938 252	4,1	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6						
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 712 843 808	1 712 843 808	1 680 343 808	1 680 343 808	32 500 000	-1,9	-32 500 000	-1,9	-32 500 000	-1,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 889 447 480	1 244 447 480	13 888 801 364	674 633 984	646 096	0	-569 813 476	-45,8			
		5 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 1003	17 521 307 288	17 521 307 288	17 488 161 172	4 273 983 792	33 146 096	-0,2	-602 313 476	-3,4			
		2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	8 152 662 688	8 152 662 688	8 187 655 276	8 187 655 276	34 982 590	0,4	34 982 590	0,4			
		4 Transferts courants	13 638 000 000	13 638 000 000	15 228 350 000	15 228 350 000	1 590 350 000	11,7	1 590 350 000	11,7			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 857 922 227	2 577 788 655	58 227 412 046	2 947 278 474	369 489 819	0,6	369 489 819	0,6			
		5 Transferts en capital	70 323 377 447	7 250 000 000	72 123 377 447	9 050 000 000	1 800 000 000	2,6	1 800 000 000	2,6			
Total Prog. 2009	190 679 884 530	190 679 884 530	194 474 726 936	76 121 218 920	3 794 832 406	2,0	3 794 832 406	2,0					
2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	0	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	3 618 174 414	3 618 174 414	3 619 174 414	3 619 174 414	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000		
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	49 824 805 434	6 736 030 744	49 822 515 191	6 733 740 501	-2 290 243	0	-2 290 243	0	-2 290 243		
		5 Transferts en capital	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	0	0	0	0	0		
		Total Prog. 2010	82 248 175 790	82 248 175 790	82 246 885 547	39 158 110 657	-1 290 243	0	-1 290 243	0			
		2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 640 927 077	2 640 927 077	2 699 750 588	2 699 750 588	58 823 512	2,2	58 823 512	2,2			
		4 Transferts courants	0	0	4 542 602 182	4 542 602 182	4 542 602 182	0	4 542 602 182	0	4 542 602 182		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 708 952 300	189 952 300	10 748 187 082	210 187 082	41 234 782	0,4	41 234 782	0,4	41 234 782		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépense	Source de financement						Catégories de dépense						
			Budget			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	2011 Administration territoriale	Total Prog. 2011	18 031 721 377	19 031 721 377	22 874 381 853	12 136 381 853	4 642 660 476	25,7	4 642 660 476	25,7	4 642 660 476	25,7			
		2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	173 716 000	173 716 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 466 782 500	3 466 782 500	3 178 782 500	3 178 782 500	-288 000 000	-8,3	-288 000 000	-8,3	-288 000 000	-8,3	-288 000 000	-8,3	
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Transferts en capital	10 500 000 000	0	10 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2012	16 434 488 500	16 434 488 500	16 146 488 500	5 646 488 500	-288 000 000	-1,8	-288 000 000	-1,8	-288 000 000	-1,8	-288 000 000	-1,8	
		3003 Fonds de lutte contre les incendies	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Section 33	325 115 597 466	129 990 311 757	333 230 654 612	137 536 200 923	8 115 056 846	2,5	7 545 889 166	5,8	7 545 889 166	5,8	7 545 889 166	5,8	
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	0	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	780 901 483	780 901 483	868 794 281	868 794 281	87 892 798	11,3	87 892 798	11,3	87 892 798	11,3	87 892 798	11,3	
		4 Transferts courants	3 467 000 000	3 467 000 000	5 710 000 000	5 710 000 000	2 243 000 000	64,7	2 243 000 000	64,7	2 243 000 000	64,7	2 243 000 000	64,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 874 524 896	878 112 477	2 885 311 975	888 809 552	10 787 076	0,4	10 787 076	0,4	10 787 076	0,4	10 787 076	0,4	
		5 Transferts en capital	25 100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4	
		Total Prog. 1004	33 317 739 382	33 317 739 382	35 559 419 256	33 563 006 833	2 241 679 874	6,7	2 241 679 874	6,7	2 241 679 874	6,7	2 241 679 874	6,7	
		2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	0	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 694 251 901	1 694 251 901	1 698 351 901	1 698 351 901	4 100 000	0,2	4 100 000	0,2	4 100 000	0,2	4 100 000	0,2	
		4 Transferts courants	860 000 000	860 000 000	960 000 000	960 000 000	100 000 000	11,6	100 000 000	11,6	100 000 000	11,6	100 000 000	11,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 976 742 060	163 869 456	5 076 726 646	263 864 042	99 964 586	2,0	99 964 586	2,0	99 964 586	2,0	99 964 586	2,0	
Total Prog. 2014	24 563 545 934	24 563 545 934	24 767 630 520	19 954 787 916	204 084 586	0,8	204 084 586	0,8	204 084 586	0,8	204 084 586	0,8			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 116 432 634	1 116 432 634	1 116 432 634	1 116 432 634	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	139 024 146	139 024 146	254 024 146	254 024 146	115 000 000	82,7	115 000 000	82,7
		Total Prog. 2015	2 467 812 780	2 467 812 780	2 582 812 780	2 582 812 780	115 000 000	4,7	115 000 000	4,7
		2 Dépenses de personnel	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 580 695 995	5 580 695 995	5 580 695 995	5 580 695 995	0	0	0	0
2016 Administration pénitentiaire	4 Transferts courants	316 000 000	316 000 000	316 000 000	316 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	13 199 275 997	4 809 725 616	13 199 275 997	4 809 725 616	0	0	-780 000	0	
	5 Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 2016	26 734 970 992	26 734 970 992	26 734 970 992	18 344 640 611	0	0	-780 000	0	
	2 Dépenses de personnel	188 226 000	188 226 000	188 226 000	188 226 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	444 888 667	444 888 667	423 696 187	423 696 187	-21 192 700	-4,8	-21 192 700	-4,8	
2100 Bonne gouvernance et Droits humains	4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 509 042 348	1 509 042 348	1 509 024 846	1 509 024 846	-17 500	0	-17 500	0	
	Total Prog. 2100	2 287 167 235	2 287 167 235	2 278 947 036	2 278 947 036	-21 210 200	-0,9	-21 210 200	-0,9	
	Total Section 34	89 381 226 322	74 182 420 916	91 920 780 683	76 721 193 176	2 639 654 260	2,8	2 638 774 258	3,4	
	2 Dépenses de personnel	497 701 000	497 701 000	497 701 000	497 701 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	584 596 183	584 596 183	754 596 183	754 596 183	170 000 000	28,1	170 000 000	28,1	
315 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 1005	1 062 297 183	1 062 297 183	1 252 297 183	1 252 297 183	170 000 000	15,7	170 000 000	15,7	
	2 Dépenses de personnel	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	662 848 716	662 848 716	632 848 716	632 848 716	-30 000 000	-4,5	-30 000 000	-4,5	
	Total Prog. 1005	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	0	0	0	0	
	2 Dépenses de personnel	662 848 716	662 848 716	632 848 716	632 848 716	-30 000 000	-4,5	-30 000 000	-4,5	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2017 Fonction publique	4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	500 000 000	500 000 000	-35 000 000	-6,5	-35 000 000	-6,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	515 139 600	515 139 600	511 891 201	511 891 201	-3 248 399	-0,6	-3 248 399	-0,6
		Total Prog. 2017	2 855 388 961	2 855 388 961	2 787 140 562	2 787 140 562	-68 248 399	-2,4	-68 248 399	-2,4
		2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	94 204 000	94 204 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	159 070 281	159 070 281	-95 000 000	-37,4	-95 000 000	-37,4
	2018 Renouveau du service public	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 073 000 000	1 073 000 000	770 502 583	770 502 583	-302 497 417	-28,2	-302 497 417	-28,2
		Total Prog. 2018	1 421 274 281	1 421 274 281	1 023 776 864	1 023 776 864	-397 497 417	-28,0	-397 497 417	-28,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 358 960 426	5 358 960 426	5 063 214 608	5 063 214 608	-295 745 816	-5,5	-295 745 816	-5,5
		Total Section 35	448 931 207	448 931 207	448 931 207	448 931 207	0	0	0	0
		1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	540 662 166	540 662 166	745 662 166	745 662 166	205 000 000	37,9	205 000 000	37,9
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	2019 Gouvernance du marché du travail	4 Transferts courants	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1006	1 999 993 373	1 999 993 373	2 344 993 373	2 344 993 373	355 000 000	17,6	355 000 000	17,6
		2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	882 932 000	882 932 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 054 441 956	1 054 441 956	800 569 463	800 569 463	-253 872 493	-24,1	-253 872 493	-24,1
	2107 Protection sociale des travailleurs	4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	-200 000 000	-21,1	-200 000 000	-21,1
		Total Prog. 2019	2 887 373 956	2 887 373 956	2 433 501 463	2 433 501 463	-453 872 493	-15,7	-453 872 493	-15,7
		2 Dépenses de personnel	69 406 000	69 406 000	69 406 000	69 406 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0	0	0
		Total Prog. 2107	212 005 492	212 005 492	212 005 492	212 005 492	0	0	0	0
Total Section 37	5 088 972 821	5 088 972 821	4 990 100 326	4 990 100 326	-98 872 493	-1,9	-98 872 493	-1,9		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense				
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1000 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	134 480 162	134 480 162	137 452 655	137 452 655	2 972 493	2 972 493	2,2	2 972 493	2,2	2 972 493	2,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	241 961 400	241 961 400	-38 600	-38 600	0	-38 600	0	-38 600	0
		Total Prog. 1000	1 093 681 954	1 093 681 954	1 096 515 847	1 096 515 847	2 933 893	2 933 893	0,3	2 933 893	0,3	2 933 893	0,3
		2023 Pêche et Aquaculture	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	329 350 887	329 350 887	329 350 887	329 350 887	0	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 094 512 000	1 094 512 000	983 832 000	983 832 000	-100 680 000	-100 680 000	-9,2	-100 680 000	-9,2	-100 680 000	-9,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 099 174 551	8 113 165 238	18 739 156 052	6 699 892 155	-360 018 499	-1 413 273 083	-1,9	-1 413 273 083	-1,9	-1 413 273 083	-1,9
		5 Transferts en capital	2 540 233 416	2 540 233 416	2 340 233 416	2 340 233 416	-200 000 000	-200 000 000	-7,9	-200 000 000	-7,9	-200 000 000	-7,9
		Total Prog. 2023	24 066 495 854	24 066 495 854	23 425 787 355	11 386 523 458	-660 698 499	-1 713 963 083	-2,7	-1 713 963 083	-2,7	-1 713 963 083	-2,7
2024 Economie Maritime	22 032 000	22 032 000	22 032 000	22 032 000	0	0	0	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services	40 754 226	40 754 226	40 754 226	40 754 226	0	0	0	0	0	0	0		
4 Transferts courants	7 359 537 612	7 359 537 612	7 509 537 612	7 509 537 612	150 000 000	150 000 000	2,0	150 000 000	2,0	150 000 000	2,0		
5 Investissements exécutés par l'Etat	80 104 500 000	16 600 000 000	80 395 982 571	16 861 482 571	291 482 571	291 482 571	0,4	291 482 571	0,4	291 482 571	0,4		
5 Transferts en capital	78 602 467 750	5 131 000 000	78 719 182 095	5 247 714 345	116 714 345	116 714 345	0,1	116 714 345	0,1	116 714 345	0,1		
Total Prog. 2024	166 129 291 586	166 129 291 586	166 687 488 504	29 711 530 754	558 206 916	558 206 916	0,3	558 206 916	0,3	558 206 916	0,3		
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	174 000 000	174 000 000	-23 500 000	-23 500 000	-11,9	-23 500 000	-11,9	-23 500 000	-11,9		
4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0	0	0	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat	197 500 000	197 500 000	221 000 000	221 000 000	23 500 000	23 500 000	11,9	23 500 000	11,9	23 500 000	11,9		
Total Prog. 3004	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0		
Total Section 40	192 609 389 396	44 647 382 333	192 609 801 706	43 484 570 059	-99 557 690	-1 162 812 274	-0,1	-1 162 812 274	-0,1	-1 162 812 274	-0,1		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Ressources internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures, Transports, Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	841 491 908	841 491 908	841 491 908	841 491 908	841 491 908	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	685 326 306	685 326 306	725 326 306	725 326 306	40 000 000	40 000 000	5,8	40 000 000	5,8	40 000 000	5,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	487 862 500	412 862 148	582 847 119	507 846 767	94 984 619	94 984 619	19,5	94 984 619	19,5	94 984 619	23,0	
		Total Prog. 1009	2 014 680 714	2 014 680 714	2 149 665 333	2 074 664 963	134 984 619	134 984 619	6,7	134 984 619	6,7	134 984 619	6,7	
		2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	0	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	86 772 736	86 772 736	78 675 196	78 675 196	-8 097 540	-8 097 540	-9,3	-8 097 540	-9,3	-8 097 540	-9,3
			4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 682 853 918 844	91 951 003 268	1 682 843 918 844	91 941 003 268	-10 000 000	-10 000 000	0	-10 000 000	0	-10 000 000	0
			5 Transferts en capital	97 575 582 055	47 083 371 797	97 575 582 055	47 193 371 797	0	0	0	100 000 000	0,2	100 000 000	0,2
			Total Prog. 2027	1 780 819 995 636	1 780 819 995 636	1 780 801 898 095	1 59 516 772 261	-18 097 540	-18 097 540	0	81 902 460	0	81 902 460	0
2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	5 100 000 000	5 100 000 000	6 200 000 000	6 200 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	21,6	1 100 000 000	21,6	1 100 000 000	21,6		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	57 300 000 000	46 300 000 000	52 026 292 490	41 026 292 490	-5 273 707 510	-5 273 707 510	-9,2	-5 273 707 510	-9,2	-5 273 707 510	-11,4		
	5 Transferts en capital	36 500 000 000	36 500 000 000	36 250 000 000	36 250 000 000	-250 000 000	-250 000 000	-0,7	-250 000 000	-0,7	-250 000 000	-0,7		
	Total Prog. 2028	98 914 971 490	98 914 971 490	94 491 263 980	83 491 263 980	-4 423 707 510	-4 423 707 510	-4,5	-4 423 707 510	-4,5	-4 423 707 510	-4,5		
	2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000	219 919 000	219 919 000	0	0	0	0	0	0	0		
2029 Développement et modernisation des services de transport	3 Acquisition de biens et services	111 004 263	111 004 263	169 474 263	169 474 263	58 470 000	58 470 000	52,7	58 470 000	52,7	58 470 000	52,7		
	4 Transferts courants	5 950 000 000	5 950 000 000	9 950 000 000	9 950 000 000	3 950 000 000	3 950 000 000	66,9	3 950 000 000	66,9	3 950 000 000	66,9		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	294 446 365 240	18 938 339 800	294 478 365 240	18 918 339 800	30 000 000	30 000 000	0	-20 000 000	-0,1	-20 000 000	-0,1		
	5 Transferts en capital	5 300 000 000	5 300 000 000	4 584 000 000	4 584 000 000	-716 000 000	-716 000 000	-13,5	-716 000 000	-13,5	-716 000 000	-13,5		
	Total Prog. 2029	305 977 288 603	305 977 288 603	309 299 758 603	33 741 733 603	3 322 470 000	3 322 470 000	1,1	3 322 470 000	1,1	3 322 470 000	1,1		
	Total Section 41	2 187 726 936 342	2 187 726 936 342	2 186 742 665 911	2 088 824 434 285	-984 350 431	-984 350 431	0	-934 350 431	-0,4	-934 350 431	-0,4		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes						1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART		AE	CP	%	
AE	CP	AE	CP	VAL. ABS	VAL. ABS	VAL. ABS	VAL. ABS	%	%			
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	511 414 840	511 414 840	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	542 281 436	542 281 436	475 781 436	475 781 436	-66 500 000	-66 500 000	-12,3	-12,3	-12,3	
		4 Transferts courants	592 000 000	592 000 000	592 000 000	592 000 000	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	305 000 000	305 000 000	247 898 442	247 898 442	-57 101 558	-57 101 558	-18,7	-18,7	-18,7	
		Total Prog. 1010	1 950 698 276	1 950 698 276	1 827 094 724	1 827 094 724	-123 603 552	-123 603 552	-6,3	-6,3	-6,3	
		2030 Sécurisation de la base product et dével des Infrastr rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	58 275 000	58 275 000	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	140 848 455	140 848 455	78 859 155	78 859 155	-61 989 300	-61 989 300	-44,0	-44,0	-44,0
			4 Transferts courants	7 210 000 000	7 210 000 000	8 210 000 000	8 210 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	13,9	13,9	13,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	448 232 826 257	49 807 370 555	439 468 805 324	40 308 983 062	-8 764 020 933	-9 498 387 493	-2,0	-2,0	-19,1
			6 Transferts en capital	2 700 000 000	2 700 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	-1 450 000 000	-1 450 000 000	-53,7	-53,7	-53,7
Total Prog. 2030	468 341 949 712	498 341 949 712	449 065 939 476	49 906 117 217	-9 276 010 233	-10 010 376 783	-2,0	-2,0	-2,2			
2031 Augmentation de la product et valorisa des pots agricoles	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	0	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	610 463 093	610 463 093	610 463 093	610 463 093	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	51 075 000 000	51 075 000 000	49 311 562 276	49 311 562 276	-1 763 437 722	-1 763 437 722	-3,5	-3,5	-3,5		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	201 574 761 081	37 937 600 648	200 848 101 011	33 868 025 544	-726 660 070	-4 069 575 104	-0,4	-0,4	-10,7		
	6 Transferts en capital	10 246 775 000	10 246 775 000	10 394 822 648	10 394 822 648	148 047 648	148 047 648	1,4	1,4	1,4		
Total Prog. 2031	264 894 800 374	264 894 800 374	262 552 750 230	95 572 674 763	-2 342 050 144	-5 684 965 178	-0,9	-0,9	-2,1			
2033 Accompagnement à la production: Fir, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	283 870 840	283 870 840	0	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	131 092 787	131 092 787	157 092 787	157 092 787	26 000 000	26 000 000	19,8	19,8	19,8		
	4 Transferts courants	7 872 252 000	7 872 252 000	7 922 252 000	7 922 252 000	50 000 000	50 000 000	0,6	0,6	0,6		
	Total Prog. 2033	8 287 215 627	8 287 215 627	8 363 215 627	8 363 215 627	76 000 000	76 000 000	0,9	0,9	0,9		
Total Section 42	733 474 661 992	171 412 045 857	721 509 000 057	165 669 102 328	-11 665 661 935	-15 742 843 629	-1,6	-1,6	-9,2			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP	
AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 976 537 576	3 976 537 576	3 778 687 576	-197 850 000	-5,0	-197 850 000	-5,0	
		4 Transferts courants	3 717 857 265	3 717 857 265	4 766 111 895	1 048 254 630	28,2	1 048 254 630	28,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 867 132 810	1 867 132 810	1 587 904 604	-279 228 206	-15,0	-812 900 041	-43,5	
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	3 170 000 000	1 170 000 000	58,5	1 170 000 000	58,5	
		Total Prog. 1011	15 158 264 024	15 158 264 024	16 929 440 448	1 741 176 424	11,5	1 207 504 588	8,0	
		2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	2 279 870 984	2 079 870 984	2 428 370 984	148 500 000	6,5	148 500 000	7,1
			4 Transferts courants	24 000 000	24 000 000	40 000 000	16 000 000	66,7	16 000 000	66,7
			5 Investissements exécutés par l'Etat	42 638 552 743	7 235 000 000	41 103 552 743	-1 535 000 000	-3,6	-1 535 000 000	-21,2
2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	3 Transferts en capital	1 699 500 000	1 699 500 000	12 699 500 000	11 000 000 000	647,2	11 000 000 000	647,2		
	Total Prog. 2032	56 109 573 225	56 109 573 225	68 739 073 225	12 629 500 000	17,2	9 629 500 000	17,2		
	2 Dépenses de personnel	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	3 441 248 579	3 441 248 579	3 490 330 691	49 082 112	1,4	49 082 112	1,4		
	4 Transferts courants	14 631 969 070	14 631 969 070	63 202 969 070	48 571 000 000	332,0	48 571 000 000	332,0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 279 038 846	2 930 645 090	2 998 086 904	-280 951 942	-8,6	-244 068 673	-8,3		
2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	3 Transferts en capital	47 778 637 275	47 778 637 275	120 402 324 424	72 623 687 149	152,0	72 623 687 149	152,0		
	Total Prog. 2035	71 455 106 386	71 455 106 386	192 417 923 705	120 962 617 315	169,3	120 999 670 588	169,3		
	2 Dépenses de personnel	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	1 647 272 374	1 647 272 374	1 680 385 899	33 113 525	2,0	33 113 525	2,0		
4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		CP	AE		CP	AE		VAL ABS	%	VAL ABS	
43 Ministère des Finances et du Budget	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5 Investissements exécutés par l'Etat	10 084 092 783	1 972 905 931	9 353 083 741	1 241 896 879	-731 009 052	-731 009 052	-7,2	-731 009 052	-37,1	-731 009 052	-37,1	
		Total Prog. 2036	15 699 652 687	15 699 652 687	15 001 757 160	6 890 570 298	-697 895 527	-697 895 527	-4,4	-697 895 527	-4,4	-697 895 527	-4,4	
		2 Dépenses de personnel	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 398 907 178	1 398 907 178	1 548 969 398	1 548 969 398	150 062 220	150 062 220	10,7	150 062 220	10,7	150 062 220	10,7	
		4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	51 770 000	51 770 000	23 000 000	23 000 000	79,9	23 000 000	79,9	23 000 000	79,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 929 934 679	7 469 074 224	7 723 640 876	6 245 497 921	-1 206 293 803	-1 223 576 303	-13,5	-1 223 576 303	-13,5	-1 223 576 303	-13,5	
		6 Transferts en capital	5 620 241 470	5 620 241 470	10 614 241 470	10 614 241 470	4 994 000 000	4 994 000 000	88,9	4 994 000 000	88,9	4 994 000 000	88,9	
		Total Prog. 2037	21 482 624 782	21 482 624 782	25 413 393 199	23 935 259 244	3 988 143 955	3 988 143 955	18,5	3 988 143 955	18,5	3 988 143 955	18,5	
		2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	600 895 480	600 895 480	600 895 480	600 895 480	0	0	0	0	0	0	0	
4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat	944 898 840	704 618 455	944 898 840	704 618 455	0	0	0	0	0	0	0			
6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	900 000 000	900 000 000	150 000 000	150 000 000	20	150 000 000	20	150 000 000	20			
Total Prog. 2038	3 948 524 320	3 948 524 320	4 698 524 320	3 888 243 936	3 888 243 936	3 888 243 936	3,8	3 888 243 936	3,8	3 888 243 936	3,8			
4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
Total Prog. 3005	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0			
Total Section 43	317 663 745 426	271 889 471 227	483 400 112 061	407 121 736 794	135 746 366 633	135 746 366 633	42,7	135 746 366 633	42,7	135 746 366 633	42,7			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE			ECART		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	409 892 163	409 892 163	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	333 680 854	333 680 854	331 680 854	331 680 854	-2 000 000	-0,6	-2 000 000	-0,6	-2 000 000	-0,6		
		4 Transferts courants	471 603 018	471 603 018	671 603 018	671 603 018	200 000 000	42,4	200 000 000	42,4	200 000 000	42,4		
		Total Prog. 1012	1 215 176 035	1 215 176 035	1 413 176 035	1 413 176 035	198 000 000	16,3	198 000 000	16,3	198 000 000	16,3		
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	17 243 179	17 243 179	17 243 179	17 243 179	0	0	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	0	0	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	181 975 067 289	32 607 968 152	180 666 394 205	31 321 306 948	-1 278 673 084	-0,7	-1 286 661 204	-3,9	-1 286 661 204	-3,9		
		6 Transferts en capital	4 048 700 000	4 048 700 000	7 853 700 000	7 853 700 000	3 205 000 000	88,9	3 205 000 000	88,9	3 205 000 000	88,9		
	Total Prog. 2039	189 191 070 468	189 191 070 468	191 117 397 384	41 742 310 127	1 926 326 916	1,0	1 918 338 796	1,0	1 918 338 796	1,0			
2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	25 734 786	25 734 786	25 734 786	25 734 786	0	0	0	0	0			
		4 Transferts courants	85 765 681 000	85 765 681 000	92 966 831 325	92 966 831 325	7 191 150 325	8,4	7 191 150 325	8,4	7 191 150 325	8,4		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 771 527 494	2 771 527 494	2 747 303 759	2 742 318 259	-24 223 735	-0,9	-29 209 235	-1,1	-29 209 235	-1,1		
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
		Total Prog. 2040	88 697 664 663	88 697 664 663	95 764 611 193	95 759 625 653	7 166 926 590	8,1	7 161 941 090	8,1	7 161 941 090	8,1		
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	58 254 440	58 254 440	58 254 440	58 254 440	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	24 209 205	24 209 205	24 209 205	24 209 205	0	0	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	0	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat		667 185 632 643	38 667 948 077	680 411 962 805	31 769 619 304	-6 773 649 838	-1,0	-6 898 028 773	-17,8	-6 898 028 773	-17,8			
	Total Prog. 2120	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100			
	Total Section 44	946 222 027 354	170 337 243 651	946 739 631 022	171 717 484 764	1 517 603 066	0,2	1 380 251 113	0,5	1 380 251 113	0,5			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Budget		Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
		Catégorie de dépense		AE		CP		AE		CP		AE		CP			
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Planage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 1013	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	1 633 637 596	0	0	0	0	0	0	
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	1 370 600 000	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2041	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	2 726 344 972	0	0	0	0	0	0
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	33 696 384 606	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	0	0	0	0	0	0
4 Transferts courants		950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	0	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat		220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	220 881 000	0	0	0	0	0	0	
Total Prog. 2042		1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	1 530 669 000	0	0	0	0	0	0	
2043 Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	0	0	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	180 109 887	0	0	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	0	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	8 362 036 692	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 2043	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	0	0	0	0	0	0	
Total	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	11 862 150 709	0	0	0	0	0	0		
											103 000 000	0,9	1 016 000 000	0,9	0,0	0,0	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Ressources internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			1-2-3-4-5-6		ECART		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000	222 194 000	222 194 000	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 2044	522 194 000	522 194 000	522 194 000	522 194 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total Section 45	49 345 035 920	17 004 122 228	17 004 122 228	48 918 405 361	16 514 991 869	16 514 991 869	-426 630 559	-0,9	-489 130 559	-2,9	-489 130 559	-2,9	
	46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	790 525 322	790 525 322	790 525 322	790 525 322	0	0	0	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			1 088 469 972	1 088 469 972	1 088 469 972	1 088 469 972	0	0	0	0	0	0	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			2 418 602 774	1 058 602 774	1 058 602 774	2 523 475 981	1 162 875 981	1 162 875 981	104 873 207	4,3	104 273 207	9,9	104 273 207	9,9
Total Prog. 1014		4 297 598 068	4 297 598 068	4 297 598 068	4 402 471 276	3 041 871 276	3 041 871 276	104 873 207	2,4	104 273 207	2,4	104 273 207	2,4	
Total Section 46		203 413 000	203 413 000	203 413 000	203 413 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
2045 Aménagement et développement urbain		3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	338 000 000	338 000 000	338 000 000	338 000 000	0	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		5 179 680 293	5 179 680 293	5 179 680 293	4 722 543 397	4 722 543 397	-457 136 896	-8,8	-457 136 896	-8,8	-457 136 896	-8,8	
	6 Transferts en capital		6 400 000 000	6 400 000 000	6 400 000 000	5 825 000 000	5 825 000 000	-575 000 000	-9,0	-575 000 000	-9,0	-575 000 000	-9,0	
	Total Prog. 2045	12 324 005 110	12 324 005 110	12 324 005 110	11 291 868 214	11 291 868 214	-1 032 136 896	-8,4	-1 032 136 896	-8,4	-1 032 136 896	-8,4		
	Total Section 2045	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	0	0	0	0	0	0	
	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	3 Acquisition de biens et services	4 Transferts courants	349 723 845	349 723 845	349 723 845	349 723 845	0	0	0	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 943 402 748	1 943 402 748	1 943 402 748	1 770 340 025	1 770 340 025	-173 062 723	-8,9	-173 062 723	-8,9	-173 062 723	-8,9	
6 Transferts en capital			26 422 142 884	12 000 000 000	12 000 000 000	21 597 142 884	7 175 000 000	-4 825 000 000	-18,3	-4 825 000 000	-40,2	-4 825 000 000	-40,2	
Total Prog. 2046		40 559 579 477	40 559 579 477	40 559 579 477	39 895 516 754	25 473 373 870	-664 062 723	-1,6	-664 062 723	-1,6	-664 062 723	-1,6		
Total Section 2046		40 559 579 477	40 559 579 477	40 559 579 477	39 895 516 754	25 473 373 870	-664 062 723	-1,6	-664 062 723	-1,6	-664 062 723	-1,6		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Internes et ressources externes			AE		CP		%	
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	VAL ABS	%	%		
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	387 234 704	387 234 704	387 234 704	432 266 654	432 266 654	45 031 950	45 031 950	11,6	11,6	45 031 950	11,6	
		4 Transferts courants	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 829 360 728	9 829 360 728	7 646 641 923	6 983 460 552	6 983 460 552	-2 182 718 805	-2 182 718 805	-22,2	-22,2	-2 835 900 176	-28,9	
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	250 000 000	4 850 000 000	4 850 000 000	4 600 000 000	4 600 000 000	1840	1840	4 600 000 000	1840	
		Total Prog. 2047	30 595 492 432	30 595 492 432	30 595 492 432	33 057 805 877	32 404 824 206	2 462 313 145	2 462 313 145	8,0	8,0	1 809 131 774	5,9	
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	87 776 675 087	313 062 285	313 062 285	88 647 661 826	72 211 737 966	876 966 733	1	1	217 205 362	0,3		
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	240 000 000	240 000 000	200 000 000	200 000 000	500	500	200 000 000	500	
		Total Prog. 1015	758 383 207	758 383 207	758 383 207	958 383 207	958 383 207	200 000 000	200 000 000	26,4	26,4	200 000 000	26,4	
		2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	36 343 516	36 343 516	36 343 516	36 343 516	36 343 516	0	0	0	0	0	0	
2048 compétitivité de l'industrie sénégalaise	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	3 263 380 000	3 263 380 000	3 263 380 000	4 063 380 000	4 063 380 000	800 000 000	800 000 000	24,5	24,5	800 000 000	24,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	106 609 117 011	5 609 117 011	106 509 117 011	106 509 117 011	5 509 117 011	-100 000 000	-100 000 000	-0,1	-0,1	-100 000 000	-1,8	
		6 Transferts en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-570 000 000	-570 000 000	-28,2	-28,2	-570 000 000	-28,2	
		Total Prog. 2048	112 010 362 528	112 010 362 528	112 010 362 528	112 140 362 528	11 140 362 528	130 000 000	130 000 000	0,1	0,1	130 000 000	0,1	
		2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	167 801 079	167 801 079	167 801 079	204 245 979	204 245 979	36 444 900	36 444 900	21,7	21,7	36 444 900	21,7	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	202 980 900	202 951 724	202 951 724	-29 176	-29 176	0	0	-29 176	0	
		Total Prog. 1016	911 969 128	911 969 128	911 969 128	948 384 852	948 384 852	36 415 724	36 415 724	4,0	4,0	36 415 724	4,0	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense						
			Budget			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART			
			AE	CP	AE	CP	CP	AE	VAL ABS	%	VAL ABS	%	CP	%	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2050 Développement de l'offre touristique	2 Dépenses de personnel	106 195 000	106 195 000	106 195 000	106 195 000	106 195 000	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	0	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 345 500 000	2 345 500 000	2 485 307 666	2 485 307 666	2 485 307 666	139 807 666	6,0	139 807 666	6,0	139 807 666	6,0	6,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 701 075 244	3 738 183 978	38 688 952 623	3 738 061 357	3 738 061 357	-2 122 621	0	-2 122 621	0	-2 122 621	-0,1	-0,1	
		6 Transferts en capital	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2050	48 966 510 916	48 966 510 916	48 104 195 961	48 104 195 961	48 104 195 961	137 685 045	0,3	137 685 045	0,3	137 685 045	0,3	0,3	
		2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aér	2 Dépenses de personnel	5 813 000	5 813 000	5 813 000	5 813 000	5 813 000	0	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	0	0	0	0	0	0
			4 Transferts courants	727 500 000	727 500 000	727 500 000	727 500 000	727 500 000	0	0	0	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	100 000 000	255 000 000	255 000 000	255 000 000	-100 000 000	-28,2	-100 000 000	-28,2	-100 000 000	-100	-100
6 Transferts en capital	6 624 000 000		6 624 000 000	6 624 000 000	6 624 000 000	6 624 000 000	-100 000 000	-1,5	-100 000 000	-1,5	-100 000 000	-1,5	-1,5		
Total Prog. 2051	7 725 120 257	7 725 120 257	7 628 120 257	7 628 120 257	7 628 120 257	-200 000 000	-2,6	-200 000 000	-2,6	-200 000 000	-2,6	-2,6			
2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	17 202 000	17 202 000	17 202 000	17 202 000	17 202 000	0	0	0	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	14 796 786	14 796 786	14 796 786	14 796 786	14 796 786	0	0	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	3 892 000 000	3 892 000 000	2 621 000 000	2 621 000 000	2 621 000 000	-1 371 000 000	-35,2	-1 371 000 000	-35,2	-1 371 000 000	-35,2	-35,2		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	86 404 435 764	3 686 885 000	85 266 858 152	2 548 907 258	2 548 907 258	-1 137 577 812	-1,3	-1 137 577 812	-1,3	-1 137 977 742	-30,9	-30,9		
	6 Transferts en capital	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	0	0	0	0	0	0	0		
Total Section 49	92 278 434 550	92 278 434 550	89 769 856 938	7 051 906 044	7 051 906 044	-2 508 577 612	-2,7	-2 508 577 612	-2,7	-2 508 977 742	-2,7	-2,7			
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	149 882 034 851	31 946 592 821	147 347 598 006	29 411 745 848	29 411 745 848	-2 534 476 843	-1,7	-2 534 476 843	-1,7	-2 534 476 973	-7,9	-7,9	
		3 Acquisition de biens et services	68 203 301 062	68 203 301 062	68 203 301 062	68 203 301 062	68 203 301 062	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Section 49	18 440 658 510	18 440 658 510	19 450 658 510	19 450 658 510	19 450 658 510	1 010 000 000	5,5	1 010 000 000	5,5	1 010 000 000	5,5	5,5	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Source de financement										Catégories de dépense					
		Ressources internes et ressources externes					Projet LFR 2021 - Crédits inscrits					AE		CP			
		Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		CP		AE		CP		AE		CP		VAL ABS		%	
50 Ministère de l'Éducation Nationale	101 / Pilotage ministériel, gestion et coordination adm	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants																
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	-10 221 830	-0,8	-10 221 830	-0,8	
	Total Prog. 1017	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	90 127 828 978	999 778 170	1,1	999 778 170	1,1	
	2 Dépenses de personnel	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	0	0	0	0	0
2053 Education préscolaire	3 Acquisition de biens et services	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	176 785 908	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2053	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	6 586 107 908	0	0	0	0	0
	2 Dépenses de personnel	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	0	0	0	0	0
2054 Enseignement Élémentaire	3 Acquisition de biens et services	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	2 947 179 880	9,3	2 947 179 880	9,3	
	4 Transferts courants	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	57 405 528 534	18 140 212 016	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	57 405 528 534	-283 329	0	589 433 737	3,3	
	5 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2054	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	314 263 186 890	2 946 886 651	0,9	3 546 613 617	1,1	
2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 620 848 478	2 427 128 900	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	5 620 848 478	0	0	970 628 762	40,0	
	Total Prog. 2055	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	108 346 936 340	0	0	-970 628 762	-0,9	
	2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	0	0	0	0	0
2056 Enseignement secondaire général	3 Acquisition de biens et services	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	1 748 636 843	15 000 000	0,9	15 000 000	0,9	
	4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	-3 649 000	-0,6	-3 649 000	-0,6	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	15 484 003 030	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2056	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	90 940 945 872	11 351 000	0	11 351 000	0	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense						
			Budget			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART			
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
50 Ministère de l'Éducation Nationale	2057 Éducation de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	288 201 333	288 201 333	288 201 333	288 201 333	288 201 333	288 201 333	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'État	766 086 080	266 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	266 086 080	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2057	2 140 383 413	2 140 383 413	2 140 383 413	2 140 383 413	1 640 383 413	1 640 383 413	3 988 015 721	0,6	0,6	3 587 218 025	0,6	0,6	0,6
		Total Section 50	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	0	0	0	0	0	0
52 Ministère des Sports	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	3 Acquisition de biens et services	650 131 628	650 131 628	650 131 628	679 131 628	679 131 628	29 000 000	4,5	29 000 000	4,5	29 000 000	4,5		
		4 Transferts courants	1 360 000 000	1 360 000 000	1 360 000 000	1 790 000 000	1 790 000 000	430 000 000	31,6	430 000 000	31,6	430 000 000	31,6		
		5 Investissements exécutés par l'État	300 000 000	100 000 000	100 000 000	276 614 770	76 614 770	76 614 770	-23 385 230	-7,8	-23 385 230	-7,8	-23 385 230	-23,4	
		Total Prog. 1018	3 024 872 763	3 024 872 763	3 024 872 763	3 460 487 533	3 260 487 533	3 260 487 533	435 614 770	14,4	435 614 770	14,4	435 614 770	14,4	
		2 Dépenses de personnel	66 598 780	66 598 780	66 598 780	66 598 780	66 598 780	66 598 780	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	144 379 651	144 379 651	144 379 651	144 379 651	144 379 651	144 379 651	0	0	0	0	0	0	
2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	35 921 500	35 921 500	-24 478 500	-40,8	-24 478 500	-40,8	-24 478 500	-40,8		
		5 Investissements exécutés par l'État	4 202 325 000	352 325 000	352 325 000	4 201 637 400	351 637 400	351 637 400	-687 600	0	-687 600	0	-687 600	-0,2	
		Total Prog. 2058	4 473 301 431	4 473 301 431	4 473 301 431	4 446 138 331	598 138 331	598 138 331	-25 166 100	-0,6	-25 166 100	-0,6	-25 166 100	-0,6	
		2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	6 710 283 183	6 710 283 183	6 710 283 183	10 175 471 183	10 175 471 183	10 175 471 183	3 465 188 000	51,6	3 465 188 000	51,6	3 465 188 000	51,6	
		5 Investissements exécutés par l'État	56 186 369 717	22 988 215 479	22 988 215 479	56 382 644 985	23 184 490 747	23 184 490 747	196 275 268	0,3	196 275 268	0,3	196 275 268	0,3	
Total Prog. 2059	63 104 248 180	63 104 248 180	63 104 248 180	66 765 711 446	33 567 557 210	33 567 557 210	3 661 463 268	5,8	3 661 463 268	5,8	3 661 463 268	5,8			
Total Section 52	70 602 422 374	33 354 268 136	33 354 268 136	74 674 334 312	37 426 160 074	37 426 160 074	4 071 911 938	5,8	4 071 911 938	5,8	4 071 911 938	12,2			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget				1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources Internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART	
AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	414 482 286	414 482 286	414 482 286	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	948 787 515	948 787 515	960 037 515	11 250 000	1,2	11 250 000	1,2	
	Total Prog. 1019	1 363 269 801	1 363 269 801	1 374 519 801	11 250 000	0,8	11 250 000	0,8		
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	546 288 720	546 288 720	546 288 720	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	429 805 307	429 805 307	472 465 307	42 660 000	9,9	42 660 000	9,9	
	4 Transferts courants	5 907 352 278	5 907 352 278	6 146 937 278	239 585 000	4,1	239 585 000	4,1		
5 Investissements exécutés par l'Etat	17 030 532 547	1 052 983 000	17 058 437 922	1 080 888 375	27 905 375	0,2	27 905 375	2,7		
6 Transferts en capital	1 200 000 000	1 200 000 000	1 100 000 000	-100 000 000	-100 000 000	-8,3	-100 000 000	-8,3		
Total Prog. 2061	25 113 978 853	25 113 978 853	25 324 119 228	9 346 569 681	210 140 375	0,8	210 140 375	0,8		
2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 781 680	34 781 680	34 781 680	0	0	0	0		
		79 542 528	79 542 528	79 542 528	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	0	0	0	0		
		243 929 173	243 929 173	263 915 373	19 986 200	8,2	19 986 200	8,2		
Total Prog. 2062	9 439 580 924	9 439 580 924	9 439 580 924	19 986 200	0,2	19 986 200	0,2			
2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	125 073 920	125 073 920	125 073 920	0	0	0	0		
		243 929 173	243 929 173	263 915 373	19 986 200	8,2	19 986 200	8,2		
	3 Acquisition de biens et services	1 353 646 000	1 353 646 000	1 553 646 000	200 000 000	14,8	200 000 000	14,8		
		6 991 697 780	2 476 932 200	6 403 846 401	-587 851 379	-8,4	-587 851 379	-23,7		
5 Investissements exécutés par l'Etat	3 750 000 000	1 550 000 000	3 750 000 000	0	0	0	0			
6 Transferts en capital	12 464 346 873	12 464 346 873	12 096 481 694	-367 865 179	-3,0	-367 865 179	-3,0			
Total Prog. 2063	48 381 176 481	25 688 861 324	48 234 701 647	-146 474 804	-0,3	-146 474 804	-0,6			
Total Section 53	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	14 489 613 192	895 293 903	6,6	895 293 903	6,6		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	13 594 319 286	13 594 319 286	14 489 613 192	895 293 903	6,6	895 293 903	6,6	
		3 Acquisition de biens et services	13 594 319 286	13 594 319 286	14 489 613 192	895 293 903	6,6	895 293 903	6,6	

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget		Source de financement		Catégories de dépense		Catégories de dépense		
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		
		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021	Projet LFR 2021 - Crédits inscrits	AE	CP	AE	CP	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	16 474 299 000	16 474 299 000	18 451 313 500	18 451 313 500	1 977 014 500	12,0	1 977 014 500	12,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	44 480 865 948	11 761 921 856	44 417 833 137	11 748 697 164	-62 832 812	-0,1	-13 224 682	-0,1
		8 Transferts en capital	2 238 401 892	2 238 401 892	1 738 401 892	1 738 401 892	-500 000 000	-22,3	-500 000 000	-22,3
		Total Prog. 1020	94 130 155 501	94 130 155 501	96 439 631 092	63 770 495 119	2 309 475 694	2,5	2 309 083 711	2,5
		2 Dépenses de personnel	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	0	0	0	0
	2064 Santé de base	3 Acquisition de biens et services	1 707 540 154	1 707 540 154	1 709 040 154	1 709 040 154	1 500 000	0,1	1 500 000	0,1
		4 Transferts courants	4 277 000 000	4 277 000 000	5 935 910 000	5 935 910 000	1 658 910 000	38,8	1 658 910 000	38,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 724 584 866	104 421 515 046	512 716 020 833	104 412 970 813	-8 544 233	0	-8 544 233	0
		8 Transferts en capital	0 260 602 662	0 260 602 662	13 260 602 662	13 260 602 662	4 040 000 000	43,6	4 040 000 000	43,6
		Total Prog. 2064	540 285 973 257	540 285 973 257	545 977 839 024	137 674 789 204	5 691 865 767	1,1	5 691 865 767	1,1
2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	3 Acquisition de biens et services	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	0	0	0	
		4 Transferts courants	17 919 715 000	17 919 715 000	20 528 715 000	20 528 715 000	2 609 000 000	14,6	2 609 000 000	14,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	170 235 575 040	21 200 013 806	170 229 828 465	21 194 135 323	-5 746 585	0	-5 746 585	0
		8 Transferts en capital	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	0	0	0	0
		Total Prog. 2066	209 060 509 136	209 060 509 136	211 663 762 950	62 628 069 418	2 903 253 415	1,2	2 903 121 517	1,2
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	911 877 620	911 877 620	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	617 839 404	617 839 404	617 839 404	617 839 404	0	0	0	0
		4 Transferts courants	267 883 000	267 883 000	264 272 500	264 272 500	-3 610 500	-1,3	-3 610 500	-1,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 142 504 600	471 002 070	1 138 487 025	466 984 485	-4 017 575	-0,4	-4 017 575	-0,4
		8 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0	0	0

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense								
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE		ECART		AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2067 Protection sociale		3 230 104 624	3 230 104 624	3 222 476 648	2 590 974 618	-7 628 075	-0,2	-7 628 075	-0,2							
	Total		3 230 104 624	3 230 104 624	3 222 476 648	2 590 974 618	-7 628 075	-0,2	-7 628 075	-0,2							
55 Ministère de la Jeunesse	Total Section 54		846 706 742 617	255 977 884 640	857 303 709 215	266 624 327 760	10 596 966 696	1,3	10 646 442 920	4,2							
	1051 Pilotage, Coordination et Gestion administrative		801 553 827	801 553 827	801 553 827	801 553 827	0	0	0								
	3 Acquisition de biens et services		1 205 044 742	1 205 044 742	405 044 742	405 044 742	-800 000 000	-66,4	-800 000 000	-66,4							
	4 Transferts courants		750 000 000	750 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	350 000 000	46,7	350 000 000	46,7							
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 871 858 901	115 650 000	1 871 858 901	115 622 680	0	0	-27 320	0							
	Total Prog. 1021		4 718 457 470	4 718 457 470	4 268 457 470	2 512 221 248	-450 000 000	-9,5	-450 000 000	-9,5							
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat		102 636 780	102 636 780	102 636 780	102 636 780	0	0	0	0							
	3 Acquisition de biens et services		30 657 396	30 657 396	30 657 396	30 657 396	0	0	0	0							
	5 Investissements exécutés par l'Etat		4 598 877 108	3 503 782 800	2 955 420 385	1 880 312 377	-1 643 456 723	-35,7	-1 643 470 423	-46,9							
	Total Prog. 2068		4 732 171 286	4 732 171 286	3 988 714 563	1 983 606 553	-1 643 456 723	-34,7	-1 643 470 423	-34,7							
2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel		67 201 860	67 201 860	67 201 860	67 201 860	0	0	0								
	3 Acquisition de biens et services		392 654 418	392 654 418	872 654 418	872 654 418	480 000 000	122,2	480 000 000	122,2							
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 675 400 000	575 400 000	1 675 390 840	575 390 840	-9 160	0	-9 160	0							
	Total Prog. 2069		2 135 256 276	2 135 256 276	2 615 247 118	1 515 247 118	479 990 840	22,5	479 990 840	22,5							
	4 Transferts courants		1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	0	0	0	0							
2070 Promotion socioéconomique des jeunes	5 Investissements exécutés par l'Etat		41 771 865 140	3 045 642 714	41 771 865 140	3 045 642 714	0	0	0	0							
	6 Transferts en capital		45 826 047 155	6 048 320 802	45 826 047 155	6 048 320 802	0	0	0	0							
	Total Prog. 2070		89 447 912 295	89 447 912 295	89 447 912 295	10 943 963 516	-1 613 465 833	-1,5	-1 613 506 903	-8,7							
Total Section 55		101 033 797 329	18 578 545 341	99 420 331 446	16 965 038 436	-1 613 465 833	-1,5	-1 613 506 903	-8,7								

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense				
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	322 698 536	322 698 536	322 698 536	322 698 536	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 376 790 863	1 376 790 863	1 474 866 895	1 474 866 895	98 076 132	7,1	98 076 132	7,1	
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	116 500 000	116 500 000	66 500 000	13,3	66 500 000	13,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	386 350 000	386 350 000	426 105 740	426 105 740	39 755 740	10,3	39 755 740	10,3	
		5 Transferts en capital	0	0	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000	0	
		Total Prog. 1022	2 135 839 399	2 135 839 399	2 380 171 271	2 380 171 271	244 331 872	11,4	244 331 872	11,4	
		2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	1 526 476 741	1 526 476 741	1 556 476 741	1 556 476 741	30 000 000	2,0	30 000 000	2,0
			4 Transferts courants	6 220 000 000	6 220 000 000	5 420 000 000	5 420 000 000	-800 000 000	-12,9	-800 000 000	-12,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	4 331 168 326	4 331 168 326	4 414 305 622	4 414 305 622	83 137 296	1,9	83 137 296	1,9
5 Transferts en capital	1 241 725 000		1 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	0	0	0	0		
Total Prog. 2071	17 424 778 974	17 424 778 974	16 737 916 267	16 737 916 267	-686 862 707	-3,9	-686 862 707	-3,9			
2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	655 155 355	655 155 355	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	351 120 000	351 120 000	25 000 000	7,7	25 000 000	7,7		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 570 606 414	1 708 106 414	4 574 368 313	1 711 868 313	3 761 899	0,1	3 761 899	0,2		
	Total Prog. 2072	8 291 372 766	8 291 372 766	8 320 134 666	5 457 634 666	28 761 899	0,3	28 761 899	0,3		
2073 Lutte contre les pollus, nuisanc et les effets néfastes des CC	2 Dépenses de personnel	260 446 000	260 446 000	260 446 000	260 446 000	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	370 420 032	370 420 032	396 664 626	396 664 626	26 244 596	7,1	26 244 596	7,1		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 820 801 061	6 386 743 177	22 917 454 727	6 483 376 843	96 633 666	0,4	96 633 666	1,5		
	Total Prog. 2073	23 451 667 093	23 451 667 093	23 574 545 356	7 150 497 471	122 878 262	0,5	122 878 262	0,5		
	Total Section 56	51 303 656 236	51 303 656 236	51 012 767 561	51 726 209 677	-290 890 674	-0,6	-290 890 674	-0,9		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense							
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE		ECART		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Plukajo, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	904 517 480	904 517 480	904 517 480	904 517 480	904 517 480	0	0	0	0	0	0			
		3 Acquisition de biens et services	169 841 633	169 841 633	169 841 633	169 841 633	169 841 633	0	0	0	0	0	0			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	276 890 760	276 890 760	276 853 501	276 853 501	276 853 501	-37 259	0	-37 259	0	-37 259	0			
		Total Prog. 1023	1 351 249 873	1 351 249 873	1 351 212 614	1 351 212 614	1 351 212 614	-37 259	0	-37 259	0	-37 259	0			
		2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	156 177 600	156 177 600	156 177 600	156 177 600	156 177 600	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	333 926 126	333 926 126	433 926 126	433 926 126	433 926 126	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9			
		4 Transferts courants	777 498 400	777 498 400	927 498 400	927 498 400	927 498 400	150 000 000	19,3	150 000 000	19,3	150 000 000	19,3			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 105 125 832	8 882 553 119	27 104 344 082	8 881 771 368	27 104 344 082	-781 750	0	-781 750	0	-781 750	0			
		Total Prog. 2098	28 372 727 960	28 372 727 960	28 621 946 216	10 369 373 497	28 621 946 216	249 218 256	0,9	249 218 256	0,9	249 218 256	0,9			
		2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	92 965 960	92 965 960	92 965 960	92 965 960	92 965 960	0	0	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services	269 934 086	269 934 086	269 934 086	269 934 086	269 934 086	0	0	0	0	0	0					
4 Transferts courants	2 973 752 481	2 973 752 481	3 023 752 481	3 023 752 481	3 023 752 481	50 000 000	1,7	50 000 000	1,7	50 000 000	1,7					
5 Investissements exécutés par l'Etat	45 676 248 000	6 695 000 000	45 612 559 101	6 631 311 101	45 612 559 101	-63 688 899	-0,1	-63 688 899	-0,1	-63 688 899	-1					
5 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	0	0					
Total Prog. 2101	49 262 900 636	49 262 900 636	49 249 211 631	10 267 963 631	49 249 211 631	-13 688 005	0	-13 688 005	0	-13 688 005	0					
2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	181 677 480	181 677 480	181 677 480	0	0	0	0	0	0				
3 Acquisition de biens et services	110 125 382	110 125 382	110 125 382	110 125 382	110 125 382	0	0	0	0	0	0					
5 Investissements exécutés par l'Etat	13 686 805 718	3 297 217 191	13 766 759 433	3 174 169 906	13 766 759 433	-120 047 285	-0,9	-120 047 285	-0,9	-120 047 285	-3,7					
5 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0	0	0					
Total Prog. 2110	14 828 608 590	14 828 608 590	14 708 561 295	4 115 972 768	14 708 561 295	-120 047 285	-0,8	-120 047 285	-0,8	-120 047 285	-0,8					
Total-Section 58			93 615 486 943	26 022 077 703	93 930 931 750	26 134 522 510	115 444 807	0,1	115 444 807	0,1	112 444 807	0,4				

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	0	0	0	0	0	0	
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	3 Acquisition de biens et services	1 353 095 804	1 353 095 804	1 353 095 804	1 353 095 804	1 353 095 804	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 1024	7 379 461 475	7 379 461 475	7 379 461 475	7 379 461 475	7 379 461 475	0	0	0	0	0	0	
		2 Dépenses de personnel	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	0	0	0	0	0	0	
	2078 Développement de l'apprentissage	3 Acquisition de biens et services	5 857 581 952	5 857 581 952	5 857 581 952	5 857 581 952	5 857 581 952	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 008 212 600	1 008 212 600	973 827 600	973 827 600	973 827 600	-34 385 000	-3,4	-34 385 000	-3,4	-34 385 000	-3,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 827 553 196	12 588 215 628	20 350 273 196	10 811 996 151	20 350 273 196	-477 280 000	-2,3	-1 776 219 475	-14,1	10 100 000 000	453,0	
		6 Transferts en capital	2 229 612 000	2 229 612 000	12 329 612 000	12 329 612 000	12 329 612 000	10 100 000 000	453,0	10 100 000 000	453,0	10 100 000 000	453,0	
	2103 Développement de l'emploi	Total Prog. 2077	48 040 065 751	48 040 065 751	67 628 428 751	48 090 143 703	67 628 428 751	9 588 335 000	20,0	8 289 395 525	17,3	0	0	
2 Dépenses de personnel		96 143 000	96 143 000	96 143 000	96 143 000	96 143 000	0	0	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services		9 990 130	9 990 130	9 990 130	9 990 130	9 990 130	0	0	0	0	0	0		
4 Transferts courants		403 000 000	403 000 000	403 000 000	403 000 000	403 000 000	0	0	0	0	0	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat		4 362 000 000	4 362 000 000	4 351 812 136	4 316 826 292	4 351 812 136	-10 187 864	-0,2	-45 173 708	-1,0	100 000 000	26,7		
Total Section 59	6 Transferts en capital	375 000 000	375 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	100 000 000	26,7	100 000 000	26,7	100 000 000	26,7		
	Total Prog. 2078	5 246 133 130	5 246 133 130	5 336 945 266	5 300 959 422	5 336 945 266	89 812 136	1,7	84 826 292	1,0	0	0		
	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	0	0	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	47 266 246	47 266 246	47 266 246	47 266 246	47 266 246	0	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	5 000 000 000	5 000 000 000	4 050 000 000	4 050 000 000	4 050 000 000	-950 000 000	-19	-950 000 000	-19	-950 000 000	-19		
Total Section 59	5 Investissements exécutés par l'Etat	313 455 410	313 455 410	313 446 032	313 446 032	313 446 032	-9 378	0	-9 378	0	-9 378	0		
	Total Prog. 2103	66 044 616 012	66 044 616 012	74 772 763 770	65 199 490 876	74 772 763 770	8 726 137 756	13,2	7 394 212 439	12,8	0	0		
	Total Section 59	66 044 616 012	66 044 616 012	74 772 763 770	65 199 490 876	74 772 763 770	8 726 137 756	13,2	7 394 212 439	12,8	0	0		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense					
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 139 840 912	51 139 840 912	42 239 840 912	42 239 840 912	-8 900 000 000	-17,4	-8 900 000 000	-17,4		
		3 Acquisition de biens et services	67 458 314 787	67 458 314 787	113 279 139 595	113 279 139 595	45 820 824 808	67,9	45 820 824 808	67,9		
		4 Transferts courants	74 949 730 128	74 949 730 128	68 888 402 010	68 888 402 010	-6 061 328 118	-8,1	-6 061 328 118	-8,1		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 032 373 790	42 032 373 790	38 828 147 808	38 828 147 808	-3 203 225 984	-7,6	-3 203 225 984	-7,6		
		6 Transferts en capital	48 857 107 012	48 857 107 012	53 161 076 411	48 061 076 411	3 224 571 388	6,5	3 224 571 388	7,1		
		Total Section 60			285 537 366 629	285 537 366 629	316 418 208 734	311 918 208 734	30 880 842 105	10,8	30 880 842 105	10,8
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	400 363 110	400 363 110	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	663 568 220	663 568 220	663 448 220	663 448 220	-120 000	0	-120 000	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 761 139 161	516 139 161	1 718 076 221	472 800 421	-43 062 940	-2,4	-43 338 740	-8,4		
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	850 000 000	850 000 000	300 000 000	54,5	300 000 000	54,5		
		Total Prog. 1032			3 376 070 491	3 376 070 491	3 631 887 551	2 386 611 751	256 817 060	7,6	256 541 260	7,6
		2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé			168 989 000	168 989 000	168 989 000	168 989 000	0	0	0	
2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	3 Acquisition de biens et services	578 081 035	578 081 035	573 081 035	573 081 035	-5 000 000	-0,9	-5 000 000	-0,9		
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	50 496 150 498	12 296 150 498	50 509 564 761	12 309 564 761	13 414 263	0	13 414 263	0,1		
		6 Transferts en capital	6 500 000 000	6 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000	4 000 000 000	61,5	4 000 000 000	61,5		
		Total Prog. 2022			57 893 220 533	57 893 220 533	61 901 634 796	4 008 414 263	6,9	4 008 414 263	6,9	
		3 Acquisition de biens et services	964 266 247	964 266 247	962 002 821	962 002 821	-2 263 426	-0,2	-2 263 426	-0,2		
4 Transferts courants	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685	0	0	0	0				

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie de dépense	Source de financement				Catégories de dépense				
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	Investissements exécutés par l'Etat	576 137 100	576 137 100	570 337 490	569 337 508	-5 799 670	-1,0	-6 799 602	-1,2	
			24 000 000 000	2 000 000 000	23 900 000 000	1 900 000 000	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-5	
			33 599 721 092	33 599 721 092	33 491 657 996	11 490 653 064	-108 063 096	-0,3	-109 063 028	-0,3	
			94 868 012 116	33 423 012 116	99 025 180 343	37 578 904 611	4 157 188 227	4,4	4 155 892 495	12,4	
			2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	0	0	0	0	
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1125 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de personnel	807 063 677	807 063 677	807 063 677	807 063 677	0	0	0	0	
			3 Acquisition de biens et services	29 142 000	29 142 000	29 142 000	29 142 000	0	0	0	0
			4 Transferts courants	70 119 117	70 119 117	70 100 994	70 100 994	-18 123	0	-18 123	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	3 030 525 121	3 030 525 121	3 030 506 996	3 030 506 996	-18 123	0	-18 123	0
			Total Prog. 1025	206 995 220	206 995 220	206 995 220	206 995 220	0	0	0	0
2079 Productions animales	1125 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Dépenses de personnel	139 521 554	139 521 554	142 271 554	142 271 554	2 750 000	2,0	2 750 000	2,0	
			3 Acquisition de biens et services	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
			4 Transferts courants	106 666 549 700	18 428 407 534	106 661 324 193	17 666 268 966	-5 225 507	0	-530 108 545	-2,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	3 171 117 373	3 171 117 373	2 726 766 740	2 726 766 740	-444 330 633	-14,0	-444 330 633	-14,0
			Total Prog. 2079	110 684 183 847	110 684 183 847	110 237 377 707	21 474 362 503	-446 806 140	-0,4	-671 639 178	-0,9
2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	Dépenses de personnel	140 125 500	140 125 500	140 125 500	140 125 500	0	0	0	0	
			3 Acquisition de biens et services	15 199 084	15 199 084	15 199 084	15 199 084	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
			6 Transferts en capital	1 233 271 279	1 233 271 279	969 953 430	969 953 430	-263 317 849	-21,4	-263 317 849	-21,4
			Total Prog. 2080	1 388 595 863	1 388 595 863	1 126 278 014	1 126 278 014	-263 317 849	-19,0	-263 317 849	-19,0
2081 Mise en marché des produits animaux	2081 Mise en marché des produits animaux	Dépenses de personnel	44 026 600	44 026 600	44 026 600	44 026 600	0	0	0	0	
			3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	12 885 831	12 885 831	0	0	0	0

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources Internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	2081 Mise en marché des produits animaux	Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	162 716 729	162 716 729	162 716 729	162 716 729	-34 155 349	-17,3	-34 155 349	-17,3		
		Total Prog. 2081	253 784 509	253 784 509	219 629 160	219 629 160	219 629 160	219 629 160	-34 155 349	-13,5	-34 155 349	-13,5		
		Total Section 62	115 357 089 340	27 118 947 174	114 612 781 876	374 365 957	374 365 957	374 365 957	-744 297 461	-0,6	-1 269 180 499	-4,7		
		1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	374 365 957	374 365 957	374 365 957	374 365 957	374 365 957	374 365 957	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	167 214 333	167 214 333	167 214 333	167 214 333	167 214 333	167 214 333	0	0	0	0		
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2083 Economie numérique	4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0		
		Total Prog. 1026	581 580 290	581 580 290	581 580 290	581 580 290	581 580 290	581 580 290	0	0	0	0		
		2 Dépenses de personnel	168 781 000	168 781 000	168 781 000	168 781 000	168 781 000	168 781 000	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	800 000 000	34,8	800 000 000	34,8		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	132 546 971 439	11 059 832 719	132 546 960 844	11 059 822 124	11 059 822 124	11 059 822 124	-10 595	0	-10 595	0		
		3 Transferts en capital	5 044 779 803	5 044 779 803	5 120 279 803	5 120 279 803	5 120 279 803	5 120 279 803	75 600 000	1,5	75 600 000	1,5		
		Total Prog. 2083	140 122 142 893	140 122 142 893	140 997 632 292	19 810 493 576	19 810 493 576	19 810 493 576	875 489 406	0,6	875 489 406	0,6		
		2 Dépenses de personnel	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	0	0	0	0		
		2084 Secteur postal	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	264 999 792	-284 291	-0,1	-284 291	-0,1		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 912 197 481	2 912 197 481	2 911 913 190	2 911 913 190	2 911 913 190	2 911 913 190	-284 291	0	-284 291	0		
		Total Prog. 2084	143 615 920 664	22 128 781 944	144 491 126 778	23 003 987 056	23 003 987 056	23 003 987 056	875 205 114	0,6	875 205 114	0,6		
		2 Dépenses de personnel	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	0	0	0	0		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	486 775 701	167 510 336	34,4	167 510 336	34,4			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	149 752 520	149 752 520	149 752 520	149 752 520	149 752 520	31 801 455	21,2	31 801 455	21,2			
		Total Prog. 1569	875 914 689	875 914 689	1 075 226 483	1 075 226 483	1 075 226 483	1 075 226 483	199 311 794	22,8	199 311 794	22,8		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021	Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	28 679 350	28 679 350	28 679 350	28 679 350	28 679 350	28 679 350	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 Transferts en capital	19 324 485 305	19 324 485 305	19 283 567 351	19 283 567 351	19 283 567 351	19 283 567 351	40 897 954	0	0	0	0	40 897 954
		5 Transferts en capital	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	0	0	0	0	0	0
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	Total Prog. 2102	20 752 009 656	20 752 009 656	20 711 111 701	20 711 111 701	20 711 111 701	20 711 111 701	40 897 954	0	0	0	0	40 897 954
		2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	0	0	0	0	0	0
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	64 098 039	64 098 039	64 098 039	64 098 039	64 098 039	51 587 700	0	0	0	0	12 510 339	
		5 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 2118	612 458 039	612 458 039	612 458 039	612 458 039	612 458 039	612 458 039	599 947 700	0	0	0	0	12 510 339	
66 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'aménagement des Territoires	2085 Coherence territoriale	2 Dépenses de personnel	22 240 382 383	22 240 382 383	22 240 382 383	22 240 382 383	22 240 382 383	22 386 285 894	0	0	0	0	0	145 903 511
		3 Acquisition de biens et services	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	0	0	0	0	0	0
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	213 299 938	213 299 938	213 299 938	213 299 938	213 299 938	213 299 938	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	6 300 000 000	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000
	Total Prog. 1027	6 182 130 994	6 182 130 994	6 182 130 994	6 182 130 994	6 182 130 994	6 182 130 994	6 982 130 994	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000
	66 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'aménagement des Territoires	2085 Coherence territoriale	2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	0	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0	0	0
4 Transferts courants		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0	0	0	
66 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'aménagement des Territoires	2085 Coherence territoriale	5 Investissements exécutés par l'Etat	19 581 000 000	19 581 000 000	19 581 000 000	19 581 000 000	19 581 000 000	3 456 200 000	0	0	0	0	0	3 456 200 000
		5 Transferts en capital	4 024 978 019	3 110 210 519	3 110 210 519	2 619 358 129	2 619 358 129	1 704 590 629	-1 405 619 890	0	0	0	0	-1 405 619 890
	Total Prog. 2085	25 211 512 386	25 211 512 386	25 211 512 386	23 805 892 486	23 805 892 486	6 766 324 998	-1 405 619 890	0	0	0	0	0	-1 405 619 890
66 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'aménagement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	359 239 739	359 239 739	359 239 739	359 239 739	0	0	0	0	0	0

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			ECART		
			AE	CP	CP	AE	AE	CP	VAL ABS	VAL ABS	VAL ABS	%	%	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 003 576 298	4 320 576 298	4 312 457 738	5 995 957 734	5 995 957 734	-7 618 564	-7 618 564	-0,1	-0,1	-8 118 560	-0,2	
		Total Prog. 2086	7 293 002 037	7 293 002 037	7 293 002 037	7 285 383 475	7 285 383 475	-7 618 564	-7 618 564	-0,1	-0,1	-8 118 560	-0,1	
		2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000	54 286 000	54 286 000	54 286 000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	53 919 556	53 919 556	53 919 556	53 919 556	53 919 556	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	31 975 000 000	31 975 000 000	31 975 000 000	30 775 000 000	30 775 000 000	-1 200 000 000	-1 200 000 000	-3,8	-3,8	-1 200 000 000	-3,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	34 508 826 520	34 508 826 520	34 508 826 520	22 765 017 713	22 765 017 713	-11 744 808 807	-11 744 808 807	-34,0	-34,0	-11 744 808 807	-34,0	
		Total Prog. 2087	86 993 032 076	86 993 032 076	86 993 032 076	74 048 223 265	74 048 223 265	-12 944 808 807	-12 944 808 807	-14,9	-14,9	-12 944 808 807	-14,9	
		Total Section 65	125 659 677 495	106 937 109 955	106 937 109 955	112 101 630 234	112 101 630 234	-13 558 047 261	-13 558 047 261	-10,8	-10,8	-13 558 047 261	-12,7	
66 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 678 196	313 678 196	313 678 196	313 678 196	313 678 196	313 678 196	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	158 217 782	158 217 782	158 217 782	158 217 782	158 217 782	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 1028	2 071 895 978	2 071 895 978	2 071 895 978	2 071 895 978	2 071 895 978	0	0	0	0	0	0	
		2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000	112 721 000	112 721 000	112 721 000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	47 227 691	47 227 691	47 227 691	47 227 691	47 227 691	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 561 432 000	2 561 432 000	2 561 432 000	2 461 432 000	2 461 432 000	-100 000 000	-100 000 000	-3,9	-3,9	-100 000 000	-3,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	184 705 325 800	3 405 075 800	3 402 174 820	184 702 424 820	184 702 424 820	-2 900 980	-2 900 980	0	0	-2 900 980	-0,1	
		6 Transferts en capital	4 132 147 500	3 832 147 500	3 832 147 500	3 757 147 500	3 757 147 500	-375 000 000	-375 000 000	-9,1	-9,1	-375 000 000	-9,8	
		Total Prog. 2088	191 558 853 991	191 558 853 991	191 558 853 991	191 080 953 011	191 080 953 011	-477 900 980	-477 900 980	-0,2	-0,2	-477 900 980	-0,2	
2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	163 877 900	163 877 900	163 877 900	163 877 900	163 877 900	0	0	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	153 748 304	153 748 304	153 748 304	153 748 304	153 748 304	0	0	0	0	0	0		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	50 000 000	3,1	50 000 000	3,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	157 530 159 772	33 250 127 487	156 361 929 393	32 436 897 098	-1 168 230 389	-0,7	-813 230 389	-2,4
		6 Transferts en capital	11 608 483 927	11 608 483 927	9 817 474 721	9 817 474 721	-1 791 009 206	-15,4	-1 791 009 206	-15,4
		Total Prog. 2089	171 056 269 903	171 056 269 903	168 147 030 308	44 221 988 023	-2 909 239 595	-1,7	-2 654 239 595	-1,5
		2 Dépenses de personnel	201 530 000	201 530 000	201 530 000	201 530 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	120 095 000	120 095 000	120 095 000	120 095 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	155 303 119 050	40 365 359 644	155 236 735 098	40 298 975 370	-66 383 952	0	-66 384 274	-0,2
		6 Transferts en capital	12 023 540 507	12 023 540 507	10 968 673 507	10 968 673 507	-1 054 867 000	-8,8	-1 054 867 000	-8,8
		Total Prog. 2090	167 648 284 557	167 648 284 557	166 527 033 606	61 589 273 877	-1 121 250 952	-0,7	-1 121 251 274	-0,7
		Total Section 68	532 335 304 429	111 517 262 738	527 826 912 902	107 363 870 898	-4 508 391 527	-0,8	-4 153 391 849	-3,7
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	316 585 500	316 585 500	239 585 500	239 585 500	75 000 000	0	0	0
		4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1570	391 585 500	391 585 500	314 585 500	314 585 500	-77 000 000	-19,7	-77 000 000	-19,7
		2 Dépenses de personnel	144 145 000	144 145 000	144 145 000	144 145 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	11 345 000	11 345 000	11 345 000	11 345 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 241 783 000	1 241 783 000	4 741 783 000	4 741 783 000	3 500 000 000	281,9	3 500 000 000	281,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 583 955 499	1 037 808 550	2 091 714 782	1 029 240 717	-492 240 717	-19,0	-8 367 833	-0,8
		Total Prog. 2121	3 981 228 499	3 981 228 499	6 868 987 782	5 926 513 717	3 087 759 283	75,5	3 491 632 167	87,7
		3 Acquisition de biens et services	62 000 000	62 000 000	52 000 000	52 000 000	-10 000 000	-16,1	-10 000 000	-16,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	850 000 000	850 000 000	849 999 044	849 999 044	-30 956	0	-30 956	0
Total Prog. 2122	912 000 000	912 000 000	901 999 044	901 999 044	-10 030 956	-1,1	-10 030 956	-1,1		
Total Section 71	5 284 513 999	3 738 467 050	8 205 542 326	7 143 068 261	2 920 728 327	55,3	3 404 601 211	91,1		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Sources de financement						Catégories de dépense					
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	434 620 405	434 620 405	434 620 405	434 620 405	0	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisitioin de biens et services	3 391 408 187	3 391 408 187	3 391 408 187	3 791 408 187	400 000 000	11,8	400 000 000	11,8	400 000 000	11,8		
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 1029	4 166 028 592	4 166 028 592	4 166 028 592	4 566 028 592	400 000 000	9,6	400 000 000	9,6	400 000 000	9,6		
		2081 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	132 356 000	132 356 000	132 356 000	132 356 000	0	0	0	0	0	0	0
			3 Acquisitioin de biens et services	170 834 748	170 834 748	170 834 748	142 511 522	-28 323 226	-16,6	-28 323 226	-16,6	-28 323 226	-16,6	
			4 Transferts courants	82 603 942 094	82 353 942 094	88 674 017 616	88 424 017 616	6 070 075 522	7,3	6 070 075 522	7,3	6 070 075 522	7,3	
			5 Investissements exécutés par l'Etat	163 992 164 063	9 901 149 770	161 771 437 861	7 873 588 707	-2 220 666 202	-1,4	-2 220 666 202	-1,4	-2 220 666 202	-22,5	
			5 Transferts en capital	9 048 768 050	9 048 768 050	16 671 363 687	16 671 363 687	7 622 595 637	84,2	7 622 595 637	84,2	7 622 595 637	84,2	
			Total Prog. 2081	255 948 064 956	255 948 064 956	267 391 746 886	113 043 837 532	11 443 681 731	4,5	11 438 786 870	4,5	11 438 786 870	4,5	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2092 Oeuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	39 242 000	39 242 000	0	0	0	0	0	0		
		3 Acquisitioin de biens et services	133 969 989	133 969 989	133 969 989	133 969 989	0	0	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	93 748 337 000	93 748 337 000	120 589 659 989	120 589 659 989	26 841 322 989	28,6	26 841 322 989	28,6	26 841 322 989	28,6		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 017 683 505	10 804 563 126	68 748 799 208	11 535 678 832	731 115 704	1,1	731 115 704	1,1	731 115 704	6,8		
		5 Transferts en capital	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0		
		Total Prog. 2092	161 939 262 494	161 939 262 494	190 511 701 187	133 298 590 810	28 572 438 693	17,6	28 572 438 693	17,6	28 572 438 693	17,6		
		Total Section 75	2 Dépenses de personnel	422 053 356 041	210 499 221 371	462 469 476 465	250 908 446 934	40 416 120 424	9,6	40 409 225 563	19,2	40 409 225 563	19,2	
			3 Acquisitioin de biens et services	167 083 347	167 083 347	253 487 962	253 487 962	86 384 605	51,7	86 384 605	51,7	86 384 605	51,7	
			4 Transferts courants	1 118 000 000	1 118 000 000	1 193 000 000	1 193 000 000	75 000 000	6,7	75 000 000	6,7	75 000 000	6,7	
			5 Investissements exécutés par l'Etat	446 850 000	446 850 000	646 850 000	646 850 000	200 000 000	44,8	200 000 000	44,8	200 000 000	44,8	
Total Prog. 1566	2 028 029 278		2 028 029 278	2 399 413 683	2 389 413 683	361 394 605	17,8	361 394 605	17,8	361 394 605	17,8			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP	
AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000	124 471 000	0	124 471 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	125 045 084	125 045 084	142 722 329	142 722 329	17 677 245	14,1	17 677 245	14,1
		4 Transferts courants	720 000 000	720 000 000	795 000 000	795 000 000	75 000 000	10,4	75 000 000	10,4
		Total Prog. 2115	969 516 084	969 516 084	1 062 193 329	1 062 193 329	92 677 245	9,6	92 677 245	9,6
		2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	28 935 000	28 935 000	28 935 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	45 139 919	45 139 919	13 979 880	44,9	13 979 880	44,9	
	4 Transferts courants	506 630 000	506 630 000	506 630 000	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	435 481 000	435 481 000	435 121 272	435 121 272	-359 728	-0,1	-359 728	-0,1	
	Total Prog. 2116	1 002 206 039	1 002 206 039	1 045 826 191	1 045 826 191	13 620 152	1,4	13 620 152	1,4	
	Total Section 83	3 959 751 401	3 959 751 401	4 487 433 403	4 487 433 403	467 682 002	11,7	467 682 002	11,7	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922	484 816 922	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	282 609 732	282 609 732	362 609 732	362 609 732	70 000 000	24,8	70 000 000	24,8
		4 Transferts courants	415 000 000	415 000 000	495 000 000	495 000 000	80 000 000	19,3	80 000 000	19,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1035	1 307 426 654	1 307 426 654	1 457 426 654	1 457 426 654	150 000 000	11,5	150 000 000	11,5
2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000	287 400 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	123 793 711	123 793 711	123 793 711	123 793 711	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	18 428 571 426	18 428 571 426	19 041 904 762	19 041 904 762	613 333 333	3,3	613 333 333	3,3
		Total Prog. 2105	39 369 765 140	39 369 765 140	39 983 098 473	39 983 098 473	613 333 333	1,6	613 333 333	1,6
2108 EQUITE SOCIALE	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000	22 217 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 047 522	17 047 522	17 047 522	17 047 522	0	0	0	0

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			AE		CP		ECART	
			Crédits inscrits en 1 ^{er} LFR 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	2108 EQUITE SOCIALE	4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	17 134 000 000	12 134 000 000	12 134 000 000	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	37 100 000 000	37 100 000 000	5 000 000 000	15,6	5 000 000 000	15,6	5 000 000 000	15,6		
	Total Prog. 2108			69 273 264 522	69 273 264 522	74 273 264 522	69 273 264 522			5 000 000 000	7,2	5 000 000 000	7,2	
Total Section 84			109 950 456 316	104 950 456 316	115 713 789 648	110 713 789 648			5 763 333 333	5,2	5 763 333 333	5,5		
TOTAL GENERAL			9 896 777 892 191	3 987 450 000 000	10 130 013 806 582	4 211 800 000 000			233 235 916 391	2,4	224 350 000 000	5,5		

ANNEXE IV. - DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2 2021		% PIB
Ressources	3108,9		
Recettes ordinaires hors dons	2872,9		
recettes fiscales		2691,4	
recettes non fiscales		121,5	
Recettes exceptionnelles		60,00	
Dons budgétaires	13,0		
Ressources externes	223,0		
Tirages sur subventions		223,0	
Charges	4075,9		
Dette publique (intérêt + commissions)	309,0		
Intérêts et commission dette extérieure			
Intérêts et commission dette intérieure			
Dépenses de personnel	896,0		
Autres dépenses courantes	1279,8		
Dépenses en capital sur ressources internes	817,1		
Dépenses en capital sur ressources externes	774,0		
Prêts rétrocédés			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-967,0		-6,3%
PIB 2021			15280,9

ANNEXE VI. - SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	LFR 1 2021			Projet LFR 2 2021		
	Principal	I & C	Total	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	126,56	46,35	173,00	126,65	46,35	173,00
IDA/BIRD	23,64	17,08	40,71	23,64	17,08	40,71
BEI/FED	5,99	1,86	7,85	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD	13,14	5,15	18,29	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID	40,00	7,93	47,93	40,00	7,93	47,93
AUTRES	43,88	14,34	58,22	43,88	14,34	58,22
BILATERAUX	100,26	41,18	141,44	100,26	40,04	140,30
PAYS DE L'OCDE	20,41	1,51	21,92	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES	7,79	2,67	10,46	7,79	2,67	10,46
AUTRES	72,06	37,00	109,06	72,06	35,86	107,92
CREDITS A L'EXPORTATION	35,06	7,64	42,70	35,06	7,64	42,70
COMMERCIALE	104,82	125,01	229,93	104,82	125,01	229,93
EUROBOND	88,42	119,54	207,96	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK	0,00	1,26	1,26	0,00	1,26	1,26
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES	0,00	9,60	9,60	0,00	0,00	0,00
TOTAL HORS PPTE/IADM	366,79	229,78	596,57	366,79	219,04	585,83
Rachat DTS FMI	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT	19,30	1,03	20,33	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication	47,70	71,72	119,42	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication	55,00	0,00	55,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel publique à L'Epargne	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	190,30	91,96	282,27	190,27	89,96	280,27
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	557,10	321,74	878,84	557,10	309,00	866,10

ANNEXE VII : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Budget Général											Ressources internes et ressources externes						Classification Economique - Catégorie de dépense					
	Charges financières de dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital			Total				
	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP		
10 Dette Publique	0	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000	0	0	309 000 000 000	0	0		
21 Présidence de la République	0	9 681 340 560	6 717 067 473	6 717 067 473	46 705 233 985	46 705 233 985	1 650 000 000	1 650 000 000	0	0	0	0	0	0	0	27 472 064 092	11 653 493 378	92 225 706 110	74 667 135 394	0	0		
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	16 269 315 137	16 269 315 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 315 171 355	2 946 447 518	24 584 486 496	19 215 762 655	0	0		
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	43 206 000	0	0	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284	7 184 246 284	0	0		
25 Conseil Constitutionnel	0	540 122 400	0	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400	1 290 122 400	0	0		
27 Cour Suprême	0	1 014 240 000	0	0	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000	2 064 240 000	0	0		
28 Cour des Comptes	0	1 560 614 920	0	0	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 585 029 962	1 899 157 543	9 310 098 577	7 623 226 158	0	0		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	14 546 000	0	0	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 980 000 000	3 300 000 000	19 094 546 000	9 414 546 000	0	0		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	4 534 608 980	4 216 621 696	4 216 621 696	7 377 808 498	7 377 808 498	7 740 015 362	7 740 015 362	2 909 492 696	2 909 492 696	2 909 492 696	5 676 584 182	5 676 584 182	5 804 000 000	5 804 000 000	29 679 050 534	29 679 050 534	68 263 988 887	68 263 988 887	0	0		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Extérieur	0	25 849 714 876	31 651 652 183	31 651 652 183	5 314 544 950	5 314 544 950	4 290 900 000	4 290 900 000	65 811 393 817	65 811 393 817	26 606 562 008	105 254 660 096	105 254 660 096	81 661 444 652	81 661 444 652	360 630 419 480	360 630 419 480	267 862 382 624	267 862 382 624	0	0		
32 Ministère des Forces Armées	0	127 111 661 443	58 161 914 121	58 161 914 121	4 290 900 000	4 290 900 000	23 884 952 182	23 884 952 182	132 686 915 683	132 686 915 683	10 565 840 041	88 191 331 418	88 191 331 418	14 617 953 971	14 617 953 971	333 030 654 012	333 030 654 012	137 336 200 923	137 336 200 923	0	0		
33 Ministère de l'Intérieur	0	66 901 748 133	19 365 706 590	19 365 706 590	7 141 000 000	7 141 000 000	22 924 363 612	22 924 363 612	7 724 778 204	7 724 778 204	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	91 920 780 563	91 920 780 563	76 721 195 175	76 721 195 175	0	0		
34 Ministère de la Justice	0	27 067 445 973	9 687 970 968	9 687 970 968	500 000 000	500 000 000	1 282 393 784	1 282 393 784	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	5 063 214 608	5 063 214 608	4 960 100 328	4 960 100 328	0	0		
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 734 305 643	1 546 515 182	1 546 515 182	8 503 369 612	8 503 369 612	89 377 110 023	89 377 110 023	23 833 346 126	23 833 346 126	81 059 415 511	7 587 947 761	7 587 947 761	191 209 801 706	191 209 801 706	42 194 570 056	42 194 570 056	258 824 434 285	258 824 434 285	0	0		
37 Ministère du travail, du dialogue social et des relations avec les Institutions	0	1 401 269 207	1 688 831 121	1 688 831 121	900 000 000	900 000 000	16 240 000 000	16 240 000 000	152 363 482 325	152 363 482 325	138 409 582 055	88 027 371 797	88 027 371 797	2 186 742 565 811	2 186 742 565 811	268 824 434 285	268 824 434 285	0	0	0	0		
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 762 348 752	507 557 768	507 557 768	988 447 255	988 447 255	640 564 804 777	640 564 804 777	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	721 806 000 057	721 806 000 057	155 669 102 328	155 669 102 328	0	0	0	0	0	0		
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclaver	0	1 175 132 906	988 447 255	988 447 255	16 240 000 000	16 240 000 000	66 035 814 276	66 035 814 276	74 424 807 048	74 424 807 048	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	721 806 000 057	721 806 000 057	155 669 102 328	155 669 102 328	0	0		
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	0	2 241 361 850	1 322 196 474	1 322 196 474	66 035 814 276	66 035 814 276	640 564 804 777	640 564 804 777	74 424 807 048	74 424 807 048	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	11 644 822 648	721 806 000 057	721 806 000 057	155 669 102 328	155 669 102 328	0	0		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes												Classification Economique - Catégorie de dépenses						Total		
	Section (Ministère ou Institution)	Charges financières de dette			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital				
		AE/CP	AE	CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
																				AE	CP
43	Ministère des Finances et du Budget	0	25 111 268 466	13 527 640 028	13 327 640 028	398 868 027	398 868 027	97 128 434 343	97 128 434 343	69 463 969 905	69 463 969 905	63 711 167 708	17 632 792 441	147 786 065 894	147 786 065 894	7 853 760 000	7 853 760 000	319 600 112 061	273 321 736 794		
44	Ministère du Pétrole et des Energies	0	502 887 863	398 868 027	398 868 027	845 075 155	845 075 155	97 128 434 343	97 128 434 343	5 662 943 130	5 662 943 130	35 677 829 767	4 524 416 075	7 853 760 000	7 853 760 000	3 442 500 000	3 442 500 000	949 739 631 022	171 717 494 784		
45	Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 040 057 303	845 075 155	845 075 155	2 073 372 288	2 073 372 288	36 285 000 000	36 285 000 000	4 303 380 000	4 303 380 000	106 509 117 011	5 509 117 011	4 692 500 000	4 692 500 000	17 850 000 000	17 850 000 000	48 918 405 361	16 514 991 669		
46	Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique	0	1 354 145 322	2 073 372 288	2 073 372 288	441 664 440	441 664 440	4 303 380 000	4 303 380 000	5 733 807 666	5 733 807 666	124 423 762 496	6 487 920 336	16 174 000 000	16 174 000 000	113 098 745 736	113 098 745 736	86 647 661 820	72 211 737 565		
47	Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0	394 584 285	345 590 694	345 590 694	58 999 515 189	58 999 515 189	18 500 875 000	18 500 875 000	80 402 155 476	80 402 155 476	23 394 318 743	23 394 318 743	302 000 000	302 000 000	16 174 000 000	16 174 000 000	147 347 558 008	29 411 715 846		
49	Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	458 168 859 456	10 989 902 402	10 989 902 402	1 775 950 723	1 775 950 723	1 825 021 500	1 825 021 500	17 025 639 996	17 025 639 996	23 462 264 323	2 969 969 196	4 850 000 000	4 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000	616 363 405 121	559 355 568 388		
50	Ministère de l'Education Nationale	0	988 933 192	1 775 950 723	1 775 950 723	17 053 075 171	17 053 075 171	45 180 211 000	45 180 211 000	2 950 000 000	2 950 000 000	48 274 535 266	5 596 988 611	45 026 047 155	45 026 047 155	6 048 320 802	6 048 320 802	99 420 331 446	16 965 038 438		
52	Ministère des Sports	0	1 081 392 467	1 308 356 556	1 308 356 556	4 083 163 719	4 083 163 719	5 887 620 000	5 887 620 000	32 332 214 402	32 332 214 402	13 045 656 518	13 045 656 518	1 281 725 000	1 281 725 000	900 000 000	900 000 000	51 012 787 561	31 726 209 677		
53	Ministère de la Culture et de la Communication	0	7 428 044 440	4 083 163 719	4 083 163 719	983 827 232	983 827 232	3 951 250 881	3 951 250 881	86 760 515 117	86 760 515 117	18 964 105 877	18 964 105 877	900 000 000	900 000 000	12 804 612 000	12 804 612 000	93 900 981 750	26 134 522 610		
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	1 335 338 520	983 827 232	983 827 232	7 267 934 132	7 267 934 132	5 476 827 600	5 476 827 600	25 015 531 367	25 015 531 367	15 442 268 475	15 442 268 475	12 804 612 000	12 804 612 000	48 681 678 411	48 681 678 411	74 772 753 770	65 199 490 876		
55	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	0	24 207 848 671	113 279 139 695	113 279 139 695	2 198 532 076	2 198 532 076	7 727 128 686	7 727 128 686	68 888 402 010	68 888 402 010	38 829 147 806	38 829 147 806	53 181 678 411	53 181 678 411	13 250 000 000	13 250 000 000	316 418 208 734	311 918 208 734		
56	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et des Charges non Réparties	0	42 239 840 912	113 279 139 695	113 279 139 695	2 198 532 076	2 198 532 076	7 727 128 686	7 727 128 686	52 797 878 473	52 797 878 473	13 351 702 740	13 351 702 740	35 250 000 000	35 250 000 000	3 696 740 170	3 696 740 170	99 025 180 343	37 678 904 611		
57	Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 051 541 110	2 198 532 076	2 198 532 076	977 420 146	977 420 146	529 142 000	529 142 000	106 894 141 816	106 894 141 816	18 131 116 712	18 131 116 712	3 696 740 170	3 696 740 170	5 120 279 803	5 120 279 803	114 612 791 878	25 849 766 675		
58	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 515 347 647	246 726 673	246 726 673	572 442 957	572 442 957	5 740 000 000	5 740 000 000	132 811 676 349	132 811 676 349	11 324 537 625	11 324 537 625	5 120 279 803	5 120 279 803	144 491 125 778	144 491 125 778	23 003 987 058	23 003 987 058		

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources extérieures		Classification Economique - Catégorie de dépense																				
			Charges financières			Dépenses de personnel			Acquisition de biens et services			Transferts courants			Investissements exécutés par l'Etat			Transferts en capital			Total		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP	AE	CP	CP
04 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	0	325 591 488	732 553 090	732 553 090	0	0	0	19 465 141 328	19 465 141 328	0	0	0	0	0	1 863 000 000	1 863 000 000	0	22 366 285 854	22 366 285 854	0	22 366 285 854	
55 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'IA	0	0	1 166 362 066	658 904 602	658 904 602	0	0	0	45 976 957 734	45 976 957 734	32 615 000 000	32 615 000 000	0	0	0	31 684 376 842	31 684 376 842	0	112 101 630 234	112 101 630 234	0	112 101 630 234	
58 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0	0	791 807 096	479 289 776	479 289 776	0	0	0	5 711 432 000	5 711 432 000	5 711 432 000	5 711 432 000	0	0	0	24 543 285 728	24 543 285 728	0	627 826 912 902	627 826 912 902	0	627 826 912 902	
71 Ministère de l'Artisanat, et de la Transformation du Secteur informel	0	0	144 145 000	302 930 500	302 930 500	0	0	0	4 816 783 000	4 816 783 000	4 816 783 000	4 816 783 000	0	0	0	0	0	0	8 205 542 326	8 205 542 326	0	8 205 542 326	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	0	608 216 405	4 067 919 668	4 067 919 668	0	0	0	208 353 617 605	208 353 617 605	208 353 617 605	208 353 617 605	0	0	0	17 671 383 687	17 671 383 687	0	482 489 476 485	482 489 476 485	0	482 489 476 485	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	0	446 501 903	441 330 200	441 330 200	0	0	0	2 494 630 000	2 494 630 000	2 494 630 000	2 494 630 000	0	0	0	0	0	0	4 487 433 402	4 487 433 402	0	4 487 433 402	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Ter	0	0	794 433 922	483 450 865	483 450 865	0	0	0	20 485 000 000	20 485 000 000	20 485 000 000	20 485 000 000	0	0	0	58 141 904 762	58 141 904 762	0	115 713 789 646	115 713 789 646	0	115 713 789 646	
Totaux	349 000 000 000	0	806 000 000 000	379 635 663 001	379 635 663 001	0	0	0	909 344 306 000	909 344 306 000	909 344 306 000	909 344 306 000	0	0	0	6 489 706 199 132	6 489 706 199 132	0	1 638 674 616 468	1 638 674 616 468	0	9 994 863 000 000	

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Catégories de dépense										Total	
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	
10 Dette Publique	AE	309 000 000 000											309 000 000 000
	CP	309 000 000 000											309 000 000 000
21 Présidence de la République	AE	54 658 229 016	720 000 000		34 887 478 810		300 000 000		1 500 000 000		159 998 284		92 225 708 110
	CP	54 658 229 016	720 000 000		17 318 938 094		300 000 000		1 500 000 000		159 998 284		74 657 135 394
22 Assemblée Nationale	CP	19 215 762 655											19 215 762 655
	AE	24 584 486 486											24 584 486 486
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 184 246 284											7 184 246 284
	AE	7 184 246 284											7 184 246 284
25 Conseil Constitutionnel	CP			1 290 122 400									1 290 122 400
	AE			1 290 122 400									1 290 122 400
27 Cour Suprême	CP			2 064 240 000									2 064 240 000
	AE			2 064 240 000									2 064 240 000
28 Cour des Comptes	AE			9 310 088 577									9 310 088 577
	CP			7 623 226 156									7 623 226 156
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	9 414 546 000											9 414 546 000
	AE	19 094 546 000											19 094 546 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	16 574 749 604			2 224 700 000			4 902 872 013		2 148 835 000	3 821 883 917		29 673 050 534
	CP	16 574 749 604			2 074 700 000			4 902 872 013		2 148 835 000	3 821 883 917		29 623 050 534

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6										Total
	Classification administrative										Classification Fonctionnelle - Division										
	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiées										
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger	CP	66 296 407 018	0	279 384 117	0	0	0	0	0	0	0	0	1 077 568 000	0	0	0	0	0	535 789 755	64 850 000	68 233 988 867
	AE	91 499 737 196	0	279 384 117	0	0	0	0	0	0	0	0	1 077 568 000	0	0	0	0	0	535 789 755	64 850 000	93 457 329 066
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 350 000 000	252 611 874 473	3 737 790 370	0	0	0	0	0	1 055 000 000	7 409 224 734	0	0	0	8 765 665 529	0	0	0	819 878 422	0	267 862 362 524
	AE	4 350 000 000	318 979 911 429	24 737 790 370	0	0	0	0	0	1 055 000 000	9 809 224 734	0	0	0	8 765 665 529	0	0	0	819 878 422	0	360 630 419 480
33 Ministère de l'Intérieur	CP	17 418 806 353	292 000 000	119 518 642 866	0	0	0	0	0	0	26 536 704	0	0	0	0	0	0	0	86 215 000	0	137 336 200 923
	AE	38 456 806 353	292 000 000	294 175 095 956	0	0	0	0	0	0	20 536 704	0	0	0	0	0	0	0	86 215 000	0	333 030 654 012
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	72 079 214 225	43 149 823	0	0	0	0	0	143 783 688	0	0	0	1 422 312 540	0	0	0	3 027 634 896	4 100 000	76 721 195 175
	AE	0	0	87 576 759 633	43 149 823	0	0	0	0	0	144 783 688	0	0	0	1 422 312 540	0	0	0	3 027 634 896	4 100 000	91 820 780 563
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 033 251 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 063 214 609
	AE	5 033 251 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 063 214 609
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP	0	0	100 000 000	4 523 044 636	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	367 055 452	0	4 990 100 328
	AE	0	0	100 000 000	4 523 044 636	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	367 055 452	0	4 990 100 328
40 Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime	AE	0	0	27 759 631 786	163 364 753 237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 300 000	0	191 268 801 706
	CP	0	0	4 312 830 776	37 796 222 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 300 000	0	42 194 570 056
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	2 165 539 587 235	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 998 678	0	2 186 742 585 911
	CP	0	0	0	267 621 435 607	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 998 678	0	258 624 434 265
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	CP	0	0	0	155 260 823 231	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	397 934 097	0	155 666 102 328
	AE	0	0	0	721 400 720 960	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	397 934 097	0	721 809 000 057

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense				Total
		Classification administrative										Classification Fonctionnelle - Division				
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	11 - Classe non identifiée				
43	Ministère des Finances et du Budget	AE	276 861 319 116	0	2 365 000 000	37 592 271 833	0	1 000 000 000	0	1 301 014 323	350 506 787	0	319 600 112 067			
		CP	250 659 659 391	0	20 010 557 293	0	1 000 000 000	0	1 301 014 323	350 506 787	0	273 321 735 794				
44	Ministère du Pétrole et des Energies	AE	0	0	949 730 181 108	0	0	0	0	0	9 449 914	0	949 739 631 022			
		CP	0	0	171 708 044 852	0	0	0	0	0	9 449 914	0	171 717 494 764			
45	Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	22 941 795 502	0	25 968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	48 918 405 361			
		CP	0	0	15 538 381 817	0	968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	16 514 991 668			
46	Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	AE	6 248 189 465	0	16 551 797 399	50 000 000	31 139 140 443	33 510 739 567	0	872 050 748	274 743 688	0	86 647 661 820			
		CP	6 248 189 465	0	2 129 655 019	50 000 000	30 510 959 072	32 125 139 567	0	872 050 748	274 743 688	0	72 211 737 585			
47	Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	AE	0	0	112 513 656 612	0	0	0	50 000 000	0	525 091 071	9 999 053	113 098 745 736			
		CP	0	0	11 513 655 612	0	0	0	50 000 000	0	525 091 071	9 999 053	12 098 745 736			
49	Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP	0	0	28 921 533 912	371 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	29 411 715 848			
		AE	0	0	146 867 376 132	371 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	147 347 658 008			
50	Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	381 623 121	43 630 912	615 953 151 088	5 000 000	616 363 405 121			
		CP	0	0	0	0	0	0	381 623 121	43 630 912	558 945 314 356	5 000 000	559 356 568 386			
52	Ministère des Sports	CP	0	0	290 000 000	0	0	0	0	37 031 745 251	81 310 222	23 124 601	37 428 180 074			
		AE	0	0	3 880 000 000	0	0	0	0	70 679 859 485	81 310 222	23 124 601	74 674 334 312			
53	Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	0	0	47 804 722 554	416 412 212	13 566 881	49 254 701 647			
		CP	0	0	0	0	0	0	0	25 112 407 427	416 412 212	13 566 881	25 542 386 520			

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense 1.2.3-4-5-6													
		Classification Fonctionnelle - Division										Classification Fonctionnelle - Division													
Classification administrative		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		02 - DEFENSE		03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS		04 - AFFAIRES ECONOMIQUES		05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS		07 - SANTE		08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES		09 - ENSEIGNEMENT		10 - PROTECTION SOCIALE		Classe non identifiée		Total	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		CP	100 000 000										262 318 171 600					1 675 527 829		2 530 628 331					266 624 327 780
		AE	100 000 000									851 756 050 525						1 675 527 829		3 766 130 861					857 303 709 215
55 Ministère de la Jeunesse		CP	181 927 860					9 843 893 516					575 390 840							31 662 840					16 865 038 438
		AE	1 277 035 666					68 447 912 295					1 675 380 840							31 662 840					99 420 331 446
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		CP						12 728 821 171		18 948 168 508								49 220 000							31 726 209 677
		AE						12 728 821 171		38 234 726 390								49 220 000							51 012 767 561
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants		AE																5 636 855 585		36 141 528 303				142 517 856	93 930 931 750
		CP																2 646 855 585		23 345 119 063				142 517 856	26 134 522 510
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion		CP							28 064 722 973										37 075 099 267		29 668 636				65 199 450 878
		AE							33 161 048 617										41 581 238 319		29 668 636				74 772 753 770
60 Charges non Réparties		AE	236 357 108 734					45 107 100 000					934 000 000							33 000 000 000					316 418 208 734
		CP	236 357 108 734					40 607 100 000				934 000 000								33 000 000 000					311 918 208 734
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération		CP	18 089 156 467					18 139 748 144																	37 578 904 611
		AE	41 335 432 195					66 359 748 144																	99 025 180 343
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		AE	770 985 321					113 781 920 385													56 382 400				114 612 701 878
		CP	770 985 321					24 988 895 161													56 382 400				25 848 766 675
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications		AE						144 246 912 098												165 023 662					144 491 125 778
		CP						22 759 773 376												165 023 662					23 003 987 058

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Classification administrative		Ressources internes et ressources externes										Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					Total	
		Budget Général										Classification Fonctionnelle - Division						
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée						
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	13 576 000			21 874 427 898									498 281 985				22 386 265 884
	AE	13 576 000			21 874 427 898									498 281 985				22 386 265 884
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	59 016 194 274			12 814 895 198	21 439 267 713								108 205 556				83 378 562 736
	AE	59 016 194 274			30 622 695 198	21 439 267 713								108 205 556				112 101 630 234
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	CP	225 093 920			5 795 280 935	55 016 105 079	46 167 433 263							159 948 694				107 363 870 889
	AE	225 093 920			5 795 280 935	267 679 150 635	263 967 429 720							159 948 694				527 626 912 902
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	AE	206 450 000			7 005 445 262								138 278 000	855 369 044				8 205 542 328
	CP	206 450 000			5 942 671 217								138 278 000	855 369 044				7 143 068 261
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000			5 207 813	2 731 115 704							459 272 186 200	120 956 748				462 469 476 465
	CP	340 000 000			5 207 813	603 489 327							249 630 793 048	120 956 748				250 908 448 934
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP				4 457 933 403									9 500 000				4 467 433 403
	AE				4 457 933 403									9 500 000				4 467 433 403
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	AE				38 213 215 206									79 500 574 443				115 713 789 649
	CP				31 213 215 206									79 500 574 443				110 713 789 649
TOTAUX :	AE	1 194 203 714 200	318 991 811 428	465 941 863 738	4 985 317 492 716	352 694 400 895	328 736 879 135	968 723 481 628	132 397 371 606	1 131 808 383 369	216 037 927 118	211 497 895	9 954 083 808 952					9 954 083 808 952
	CP	1 078 368 348 220	263 823 874 073	213 138 113 928	962 037 422 748	127 868 869 697	82 650 482 682	276 782 602 704	74 300 686 928	867 960 986 426	160 083 016 348	211 497 895	4 076 650 000 000					4 076 650 000 000

ANNEXE IX : TABLEAU MATRIciel CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Classification fonctionnelle	Budget Général		Classification Economique - Catégorie de dépenses													
	Recherches internes et ressources externes		Transferts courants				Investissements effectués par l'Etat				Transferts en capital				Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01. SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	309 000 000 000	114 414 404 643	176 206 485 535	176 006 495 535	244 650 640 769	244 650 640 769	115 650 766 964	51 626 692 324	234 173 387 256	182 559 805 915	1 184 203 714 208	1 078 365 348 226				
02. DEFENSE	0	127 105 272 443	56 712 928 370	56 712 928 370	1 505 466 700	1 505 466 700	36 524 503 817	23 710 762 008	98 142 660 089	44 579 444 952	319 891 911 428	253 623 874 475				
03. ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	0	93 488 426 432	22 307 580 723	22 307 580 723	28 381 803 695	28 381 803 695	170 206 544 062	20 028 863 032	151 557 573 604	46 828 420 041	465 841 868 738	213 135 113 822				
04. AFFAIRES ECONOMIQUES	0	24 000 047 012	13 226 071 471	13 226 071 471	254 654 083 924	254 654 083 924	4 300 333 634 266	447 907 138 383	383 803 335 045	222 050 081 978	4 983 317 182 718	682 037 422 748				
05. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	3 659 630 136	3 395 723 430	3 395 723 430	28 838 620 000	28 838 620 000	286 172 266 378	61 461 855 190	38 582 140 941	38 582 140 941	352 584 400 888	127 888 989 697				
06. LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	1 001 416 176	1 389 040 037	1 389 040 037	21 471 432 800	21 471 432 800	278 984 013 424	34 248 416 967	24 081 147 500	23 791 147 500	326 736 079 138	82 550 482 682				
07. SANTE	0	45 205 045 788	16 276 116 210	16 276 116 210	46 437 916 000	46 437 916 000	734 635 957 842	141 885 078 917	25 968 465 788	25 968 465 788	868 725 481 626	276 782 682 704				
08. LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0	2 952 379 368	14 907 102 179	14 907 102 179	21 214 254 985	21 214 254 985	84 150 034 944	28 258 929 358	9 170 000 000	8 970 000 000	132 387 371 904	74 300 868 928				
09. ENSEIGNEMENT	0	478 885 572 421	70 973 118 728	70 973 118 728	236 186 325 505	236 186 325 505	317 510 983 020	43 823 608 085	28 303 383 667	28 303 383 667	1 131 908 383 387	887 980 288 428				
10. PROTECTION SOCIALE	0	4 740 775 581	4 283 588 308	4 283 588 308	24 804 764 381	24 804 764 381	137 058 247 535	71 021 335 788	45 162 683 333	45 162 683 333	216 837 827 118	180 083 016 346				
Crédits dont la Classement pas identifiable	0	0	88 960 000	88 960 000	0	0	142 547 884	142 547 884	0	0	211 487 884	211 487 884				
Total	309 000 000 000	1 006 689 880 000	378 652 883 607	378 652 883 607	688 114 388 688	688 114 388 688	2 488 788 185 132	621 184 248 132	1 000 874 618 488	888 918 664 138	9 984 683 888 888	4 878 889 889 888				